

T2137-532-8,00 F

ISSN 0026-9433

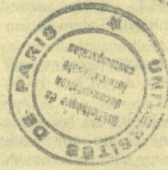
le monde hebdô Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°532 JEUDI 24 MAI 1984 8,00 F

OÙ SONT PASSÉES LES 35 HEURES



Fop. 2520

communiqués

• BORDEAUX

Le groupe Buenaventura-Durruti s'est constitué. Toutes les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations intérieures ou passer à la permanence du groupe qui se tient tous les jeudis, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• NANTES

Le groupe libertaire nantais informe les personnes de la région qu'il assure une vente du M.L. tous les samedis matin, de 11 h à 13 h, au marché de Talensac (en bas du marché).

De plus, le groupe tient ses permanences tous les premiers et troisièmes samedis du mois, de 14 h à 16 h, au 32, quai Malakoff, 44000 Nantes.

Toutes les personnes, dont la sensibilité ou les idées rejoignent celles du mouvement anarchiste, sont invitées à prendre contact avec le groupe afin de créer et développer une structure d'accueil, d'action et de culture libertaires sur Nantes.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise tiendra une table de presse les 26 et 27 mai à Vinon-sur-Verdon (Haut-Var) dans le cadre du 6^e festival des Grands Chemins.

• PERPIGNAN

L'achat d'un local pour le groupe de Perpignan est une chose indispensable. Indispensable, afin que le mouvement anarchiste en province (dans les Pyrénées-Orientales pour ce qui nous concerne) se dote d'outils adéquats au combat qu'il entend mener. Indispensable, pour que les libertaires nombreux dans nos parages puissent ensemble travailler au développement de nos idées et à l'actualisation de nos propositions. Indispensable enfin, pour que tous ceux qui attendent de l'anarchisme militant des solutions aux problèmes de l'heure, puissent nous rencontrer, nous rejoindre dans le combat commun.

Pour cela, il nous faut des moyens financiers qui aujourd'hui nous font défaut. C'est pour cela que nous faisons appel à votre solidarité fédéraliste. Vos souscriptions nous sont nécessaires, indispensables, voire urgentes ! Sans elles, sans votre aide fraternelle, nous ne pourrions mener à bien notre projet. La province a besoin de vous toutes et tous !

Les souscriptions sont à adresser à l'Ordre du C.E.S., au C.C.P. 3 096 L Montpellier, avec la mention : Solidarité local. Nous enverrons un bon de soutien du montant de la participation à chaque personne qui répondra à notre appel.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine a le plaisir d'informer les anarchistes de la région qu'il assurera une permanence les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, à partir du 26 mai, de 15 h à 18 h, au local de l'association A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil. A bientôt, donc !

• GARD

Afin de renforcer l'action des camarades présents sur Nîmes, Beaucaire, Saint-Gilles et Alès, et de dynamiser le groupe libertaire du Gard, nous invitons les sympathisants libertaires à nous contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m^e République)
tél. : 805.34.08

éditions



• Les éditions du Monde libertaire viennent de publier leur septième livre dans la collection Bibliothèque anarchiste : *Espagne libertaire 36-39* de Gaston Leval. Un des meilleurs livres sur l'œuvre constructive de la révolution espagnole. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 60 F.

• *L'Agitateur* n°12/13, journal des groupes d'Aubenas et Tournon, est paru. Prix : 5 F le numéro, et abonnement à 4 numéros : 20 F. Disponible à la librairie du Monde libertaire ou par abonnement, en s'adressant au C.E.S., B.P. n°1, 07530 Antraigues (chèques à l'ordre du C.E.S., C.C.P. 241 177 X Lyon).

• Le groupe de Rouen édite un journal franco-arabes, *El Horia*. Au sommaire du n°3 : Contre le fascisme ; Talbot ; Français-immigrés, face à face ou face à la crise ; Echanges interculturel à l'école ; le bilinguisme ; Maghreb, les émeutes ; Liban ; Page culturelle berbère ; Proudhon en arabe... Abonnement : 25 F pour 4 numéros (soutien : 50 F). *El Horia*, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

débats

• PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise le 25 mai une soirée, à 20 h 30 précise, contre le racisme, avec des interventions et des débats. Lieu de la manifestation : 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e, métro Lourmel ou Boucicaud.

• EVREUX

Le groupe Manuel-Devaldés tiendra une conférence le vendredi 25 mai, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations (derrière la mairie d'Evreux). Le thème proposé : l'organisation anarchiste. Les personnes désirent nous rencontrer, pourront le faire à cette occasion.

• BORDEAUX

Le mardi 29 mai, à 21 h, le groupe Buenaventura-Durruti organise dans son local, 7, rue du Muguet, à Bordeaux, une réunion-débat sur le thème : « La gauche au pouvoir : bonjour la montée du racisme, bonjour la montée de l'extrême droite ». Vous êtes cordialement invités.

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise une réunion publique, le samedi 26 mai, à 14 h, à la Halle aux Toiles, contre la militarisation. Au programme : montage audiovisuel contre le protocole Hernu-Savary ; exposition sur l'antimilitarisme dans la B.D. ; débat avec Pierre-Martial d'Avis de recherche.

communiqués

• BOULOGNE-SUR-MER

Toutes les personnes intéressées par la diffusion des idées libertaires dans le Boulonnais peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :

le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des permanences des groupes f.a.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul-Appel, à Strasbourg, et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, Strasbourg.

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe du 11^e : permanence à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

Groupe « Voline » : permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe « Louise-Michel » : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté des lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agen.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe « Louis Bertho-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeanmin, à Dijon.

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.

Groupe « Manuel-Devaldés » d'Eureux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Eureux.

Groupe de Nantes : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, En Bref, Plus militarisé... Insoumission, Reclus — PAGE 4 : Montsours, Le Pen, Citroën — PAGE 5 : Bavure, Agresion, Ilot Chalou — PAGE 6 ET 7 : Protection civile — PAGE 8 : Salvador, Irlande — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Notes de lecture, Chansons, Théâtre, Radio-Libertaire — PAGE 12 : L'Allemagne et les 35 heures, Les 35 heures et les salaires.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°56 635

Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

* L'Union des travailleurs esperantistes (S.A.T.-Amikaro) a tenu son 39^e congrès à Draguignan (Var) les 21, 22 et 23 avril 1984.

Le congrès constate que le ministre de l'Education nationale A. Savary — pourtant signataire avec le député F. Mitterrand des deux propositions de loi déposées par le P.S. tendant à inclure l'esperanto dans l'enseignement public — est actuellement opposé à l'enseignement de l'esperanto dans les écoles alors qu'il signait en 1979 avec 113 députés du P.S. un texte en faveur de cette langue.

Les gouvernements changent, les promesses aussi ! Le congrès qui a réuni 120 participants note que de plus en plus de personnalités, de scientifiques, d'organisations prennent une part active au développement de l'esperanto (un cours officiel s'est ouvert à l'université de Paris VIII, à Saint-Denis, le 4^e en France).

* Les 26 et 27 mai 1984, se tiendront les Assises européennes contre la surproduction. Le rapport Long Terme Energie prévoit un surproduction d'E.D.F. d'au moins 15%.

Outre les nombreuses autres raisons de ce mauvais choix, pourquoi continuer les travaux d'un surproducteur surproductif ? Parce que les militaires aiment le plutonium ! Pour participer à ce colloque, contactez Ginette Skan Drani, 52, fg du Temple, Paris-11^e, tél. 700.25.11.

Les assises se dérouleront à l'I.N.S.A., 10, bd Einstein, Villeurbanne. Frais d'inscription : 100 F, (hébergement assuré).

* M. Besnanou, syndicaliste du S.D.B. (Syndicat démocratique des banques), ainsi que M. Ruotolo, délégué du personnel à la B.N.P., se sont vu licenciés le 30 mars 1984 par recours hiérarchique, avec accord des ministères des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (la B.N.P. étant nationalisée). Suite à ce licenciement, les intéressés, après courir à la présidence de la République, verraient leurs dossiers étudiés. Comme quoi il est préférable de s'adresser au Bon Dieu qu'à ses saints.

* Le Comité de défense des droits démocratiques des travailleurs immigrés dénonce l'intervention (illégal) des forces de l'ordre au foyer de la Commanderie, le 5 mai à 6 h 30 du matin. Cette intervention, précise le communiqué, n'a pour but que la vérification de cartes de séjour et de cartes de travail. Ces perquisitions ont été faites par requête du bureau d'aide sociale de Paris (sic !). Pour plus de renseignements, foyer de la Commanderie, 15-21, bd de la Commanderie, Paris 19^e.

LE DERNIER DES RECLUS

JACQUES Reclus a été incinéré mardi 15 mai au cimetière du Père-Lachaise. Il est mort à l'âge de 86 ans. Sinologue, il était un descendant de la famille d'Elisée Reclus.

Comme ses prédécesseurs, il participa à la vie du mouvement anarchiste et du mouvement ouvrier, il collabora à *La Bataille syndicaliste*. Au cours des dernières années de sa vie, il n'avait pas cessé ses relations avec notre mouvement, il écrivait parfois dans le journal animé par Gaston Leval.

Habitant Antony, il sympathisa avec notre groupe qui en garde le souvenir d'un homme simple, naturel et plein d'attention.

Gr. Fresnes-Antony

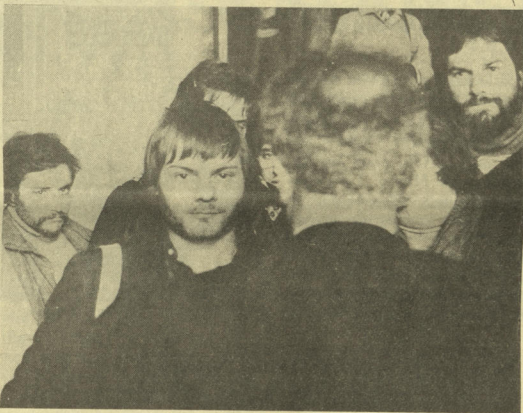
LE JEU EN VAUT LA CHANDELLE

UN 17 avril 1984, à Paris, un juge a roté, seigneurie, avant de baver : « Thierry Maricourt, in-soumis au service national en temps de paix, etc., est condamné à 6 mois de prison ferme ». L'ordre est sauf ! Au-delà des réactions, bien légitimes, d'injustice que j'ai ressenties en apprenant ce verdict, il y a beaucoup d'autres choses à dire. Par exemple, que s'insoumettre est un choix de vie qui va à l'encontre de l'ordre de l'Etat, de l'ordre établi. Evidemment ! Mais, non pas tant comme refus de l'armée, que comme choix de vie, justement. En d'autres termes, ce n'est pas refuser l'armée qui est un délit, c'est le fait de choisir sa vie, et non plus de la subir.

En octobre 1983, je suis passé une première fois en procès, à Paris. Lors de ce procès, le procureur est allé jusqu'à dire : « Vous auriez pu endosser l'uniforme deux ou trois jours, le temps de vous faire réformer, et cela vous aurait évité beau-

à long terme. Cela peut être aussi presque une philosophie qui rend précieux chaque jour. En ces temps de lendemains incertains et de Troisième Guerre mondiale de derrière les fagots, goûter le temps présent peut avoir beaucoup d'intérêt.

Si s'insoumettre est, au départ, un acte individuel (de par l'engagement que cela demande déjà), cet acte évolue rapidement ensuite. Tout d'abord, afin de se structurer dans une politique plus globale, c'est-à-dire dans un refus constructif de la militarisation et de la société actuelle. Refuser l'armée c'est bien, mais il faut aussi se donner les moyens pour qu'un jour il ne soit même pas nécessaire de la refuser, l'armée n'existant plus. C'est à ce niveau que l'insoumission devient un acte collectif. Par l'intermédiaire du soutien à manifester autour de chaque cas d'insoumission. Le pouvoir, et quel que soit ce pouvoir, est extrêmement impressionné par un soutien large,



Le 6 mai 84, Thierry au palais d'injustice de Paris.

coup d'ennuis ». Etonnant, mais guère inattendu ce genre de discours. Etonnant surtout de recevoir des leçons de « non-civisme » de la part d'un procureur ! Ainsi, et presque officiellement, il est possible de ne pas accepter de donner un an de sa vie à l'armée, à la Patrie, à la France, ou autres absurdités de ce type, mais — un peu à l'instar de la loi sur l'objection de conscience jusqu'à ces derniers temps — il est interdit d'affirmer ouvertement ce refus.

L'ordre a toujours un côté humiliant difficile, très difficile, à accepter. Et d'ailleurs, mieux vaut ne pas l'accepter. Le jeu en vaut la chandelle ! Le jeu ? c'est cette course poursuite, ce jeu de l'oie parfois, jeu d'échec d'autres fois, qui met en cause un individu, une vie, et des institutions nauséabondes qui élisent domiciles dans les latrines du pouvoir : la justice, l'armée, ... en fait la répression.

L'insoumission est à dédramatiser. S'insoumettre ne signifie pas être filé 24 h sur 24 par la police, ou avoir son portrait dans chaque gendarmerie. Exit le côté aventure ! En revanche, cela signifie ne pas pouvoir faire de projets à moyen terme — mais rien n'empêche d'en faire à court ou, paradoxalement,

collectif. Face à cette situation, il peut se montrer plus répressif mais généralement, et surtout en période de « démocratie sociale » comme c'est le cas, paraît-il, actuellement, il peut se montrer étrangement compréhensif.

Pour en revenir à mon cas personnel, il apparaît que seul le soutien dont j'ai bénéficié jusqu'à présent, et de la part de très nombreuses personnes, et/ou groupes antimilitaristes, et/ou groupes libertaires, peut expliquer la sentence « relativement clémente » que m'ont infligé les juges : 6 mois ferme. N'oublions pas que la répression envers les antimilitaristes s'est sérieusement accrue depuis l'arrivée sur le trône d'un certain Mitterrand. Mais ces 6 mois, je ne tiens nullement à les passer à « l'ombre », c'est pourquoi tout acte de soutien est le bienvenu : soutien financier, renvoi des papiers militaires, etc. (1).

Incarcéable à tout moment, conséquence de mon refus d'apprendre à tuer, je suis néanmoins encore en liberté. Pour longtemps j'espère !

Thierry Maricourt

(1) Pour tout soutien : Thierry Maricourt, c/o G.A.A., B.P. n°7, 80330 Longueau.

Editorial

LA diminution du temps de travail était à la une des revendications syndicales avant le 10 mai 1981. Trente-cinq heures hebdomadaires sans diminution de salaire était un but que personne, ni aucune organisation se réclamant du socialisme, ne trouvait irraisonné ou extrémiste. Il n'était pas question dans les discours électoraux du P.S., par exemple, de dire que 35 heures de travail payés 40 était irréaliste et mettait en danger l'économie nationale. Pour certaines organisations syndicales, avant que la gauche soit au pouvoir, l'expression officielle était : les 35 h tout de suite c'est possible !

On connaît la douloureuse suite... à peine Mitterrand à l'Elysée, la revendication légitime de la réduction du temps de travail était remise entre les mains gouvernementales. Ce que, en d'autres temps, les organisations syndicales avaient arraché par la lutte n'était plus envisagé que par la voie législative. Comme si le décret sur les 39 heures pouvait être considéré comme une conquête ouvrière !

Les 35 heures étaient toujours à l'ordre du jour, mais il fallait y aller par paliers, pour ne pas désorganiser la production nationale. Le gouvernement trouvant des oreilles complaisantes dans les milieux politico-syndicalistes, le mot d'ordre était : « Non tout n'est pas possible ! ».

Les promesses gouvernementales envers les directions syndicales, telles la C.F.D.T., étaient-elles précises quant à l'établissement des 35 heures hebdomadaires ? Les travailleurs allemands revendiquent eux ce droit et font grève pour, alors que les syndicats français dans leur ensemble attendent que le gouvernement fasse un geste...

Quand Delors aura fini ses comptes, donnera-t-il le feu vert pour la réduction du temps de travail ? Ou ayant refermé ses cahiers, dira-t-il aux partenaires sociaux « compréhensifs » : « Non ce n'est pas possible » ?

Les cheminots, eux, pensent qu'il faut se battre pour les 35 heures sans réduction de salaire et aussi en maintenant les avantages acquis. Fiterman a beau déplorer les « excès de quelques agents de la S.N.C.F. », les cheminots montrent, par leur action, aux autres travailleurs, qu'il faut toujours se battre sous un gouvernement de gauche.

Surtout quand un ministre du Travail dénonce les « avantages acquis sous la droite » comme des privilèges exorbitants ! Au fait, la légalisation des syndicats, le droit de grève ont-ils été obtenus par la lutte oui ou non ?

PLUS MILITARISTE QUE MOI, TU MEURS

DÉCIDÉMENT, le gouvernement de gauche n'est jamais pris au dépourvu, dès qu'il s'agit de développer le militarisme en France. Le secrétaire d'Etat chargé de la défense, Jean Gatel, vient de trouver une idée digne de son collègue et camarade ministre Charles Hernu.

Il s'agirait de « taxer d'un impôt spécial tous les appelés ayant pu échapper aux obligations du service national : réformés, exemptés, etc., afin que tout le monde puisse participer activement à la défense de notre patrie » (1). Mais dites moi, jusqu'où iront-ils ?

Gaston Leval, avec son livre, *L'Etat dans l'histoire* (2), nous démontre que « non seulement l'Etat vole et pille, envahit, détruit, anéantit, mais il impose aux populations, aux civilisations,

le droit du plus fort, le règne du despotisme unipersonnel ou collectif ». Quand on sait qu'il y eut, à une certaine époque, un impôt sur la défécation, on peut faire confiance aux locataires actuels du palais de l'Elysée : ce n'est qu'un début.

Aussi, notre participation aux luttes antimilitaristes et pacifistes, ne doivent pas nous faire oublier que la disparition de la militarisation de la société, la disparition de l'armée, passe nécessairement par la disparition de l'Etat, car ce dernier en est la cause.

Christian Gr. Manuel-Devaldès

(1) Information diffusée par France-Inter, le 16 mai.

(2) *L'Etat dans l'histoire*, 6^e volume des éditions du Monde libertaire, disponible à la librairie du Monde libertaire, 60 F.



LE PEN A ROUEN MONTsouris, PLUS DURE SERA LA CHUTE

DÉPUIS sa percée à Dreux, le Front national multiplie les meetings dans toute la France. A chaque fois, c'est l'occasion pour J.-M. Le Pen de proférer ses appels haineux à la discrimination raciale, à la lutte contre les travailleurs. Le Pen a organisé un meeting le 17 mai à Rouen. On avait pourtant dit que son chapiteau avait été brûlé ou volé, toujours est-il qu'il se dressait, sur la place du Boulingrin où les chapiteaux qui s'y tiennent habituellement nous gratifient de clowns et de singes moins sinistres que celui qui est venu jeudi soir.

Pour sa venue, Le Pen n'a pas fait d'économie pour sa publicité : depuis plus d'un mois, les feds du Front national, venus de la région parisienne pour la plupart, ont collé, bombé, sur tous les endroits possibles de l'agglomération rouennaise. Face à cela, il est certain qu'il vaut mieux armer les consciences pour que personne n'ait encore envie d'assister à un meeting de ce fasciste, plutôt qu'appeler à une énième manif des « forces démocratiques », mais devant cette débauche d'affichage, de soutiens plus ou moins voilés des médias, il était important de manifester contre Le Pen et si possible interdire le meeting.

Contre le racisme, contre le fascisme, un collectif, regroupant la plupart des organisations progressistes et toutes les associations d'immigrés locales s'est formé. Il y eu quelques magouilles de la part de la L.C.R. (habituelles lorsque se forme un collectif) et du P.S., qui avait oublié les mesures gouvernementales contre les clandestins ou les déclarations de Defferre et Mauroy.

La manifestation, à laquelle participait le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste, regroupa environ 3 000 personnes, et il y avait, paraît-il, 3 000 autres personnes pour écouter le discours démagogique de Le Pen. Dans le cortège, un nombre important de personnes voulut continuer après la manifestation qui s'arrêta à 500 mètres du chapiteau ; ce n'est pas suffisant de dire : « Le fascisme ne passera pas ! », il faut aussi passer aux actes. Lorsque la manifestation se termina, des cris : « Au Boulingrin ! » jaillirent de la foule et plus de 200 personnes débordèrent le service d'ordre de la manifestation.

Des affrontements eurent lieu contre les flics qui se trouvaient là depuis près de vingt-quatre heures ; grenades lacrymogènes contre cailloux. Le face à face dura une heure et il y eu des arrestations. Le Pen put quand même tenir son meeting. Dans Paris-Normandie, le lendemain, on s'est extasié sur les petites phrases de J.-M.L.P. sur l'immigration, la peine de mort, les fonctionnaires, la C.G.T., etc.

Contre le fascisme, contre le racisme, il est important de créer une unité français-immigrés pour la défense de nos intérêts de classe et d'aller vers une auto-défense ouvrière anti-étatique et anti-fasciste.

Jean-Pierre
Gr. de Rouen

L' imprimerie Montsouris de Massy-Palaiseau, dans la banlieue sud de Paris (1), et promise à une « disparition prochaine », a encore fait parler d'elle la semaine dernière. Lundi, alors que les représentants discutaient au Comité interministériel de restructuration industrielle (C.I.R.I.) des possibilités de la survie de l'entreprise, les travailleurs de Montsouris ont été durement chargés par les C.R.S. et trois d'entre eux ont été hospitalisés. Les syndicats du Livre parisien, presse et labeur confondus, élevèrent une « véhémence protestation à la suite des heurts qui se sont produits avec les forces de l'ordre devant le ministère des Finances » et condamnent l'« attitude patronale et des pouvoirs publics qui, du fait de leurs tergiversations, favorisent de telles violences ». En d'autres temps, la réponse des travailleurs aurait été plus radicale. Seul point positif : devant la matraque des serviteurs de l'Etat et au niveau des communiqués unité C.G.T.-C.F.D.T. !

Si le mardi, le comité d'entreprise de Montsouris repoussait à un mois l'envoi des lettres de licenciement, l'avenir est plus qu'incertain pour les travailleurs de Massy. La majorité socialiste verse pour le public des larmes de crocodile devant l'effritement des bastions ouvriers où la C.G.T. était influente. Et les anarchistes ne peuvent rester indifférents au laminage d'une cer-

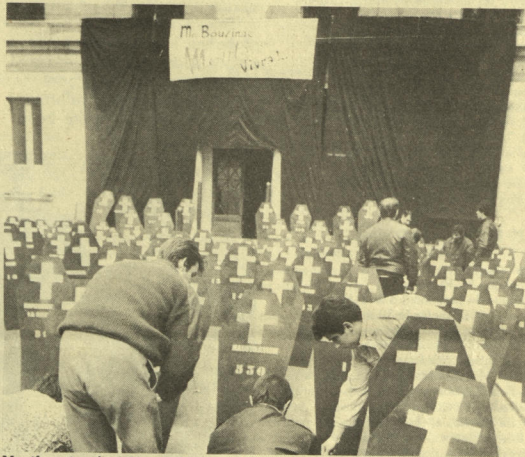
taine mémoire ouvrière. Même si, en catimini, les dirigeants socialistes font dire qu'ils ne s'attaquent qu'aux « méchants staliniens » c'est en fait tout le mouvement ouvrier qu'ils veulent remodeler à leur image.

Ce qui ne veut pas dire que le Parti communiste soit blanc comme neige, mais les positions du Parti socialiste lui font retrouver les accents « classe contre classe », mais au profit de qui ? Quand vendredi dernier, des travailleurs du Livre C.G.T. occupaient les locaux de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) dans le 7^e arrondissement de Paris, ce qui est passé dans la presse c'est la lettre de Ju-

quin, membre du bureau politique du P.C. Bien sûr, il disait : « Le gouvernement peut, de toute évidence, obtenir de M. Didier (2) qu'il respecte intégralement la convention collective. Il faut également l'empêcher de procéder à des licenciements directs ou indirects de syndicalistes ». Nous aurions seulement préféré que cela soit une organisation syndicale qui soit mise en avant et non un parti politique. Question de principe et d'éthique syndicale élémentaire.

Fernand Bernard

(1) Sept cents ouvriers et non sept mille comme cela était dit dans le dernier *Monde libertaire*.
(2) « Racheteur » de l'imprimerie Montsouris et apparenté au Parti socialiste.



Manifestation de militants du Livre.

CITROËN, LE CONFLIT



On (s')occupe comme on peut !

A.F.P.

VENDREDI 11 mai, l'usine Citroën d'Aulnay est occupée. Rapidement, la grève s'étend à d'autres établissements : Levallois et Nanterre le lundi suivant, auxquels viennent s'ajouter ceux d'Asnières et de Saint-Ouen le mercredi. Il s'agit en fait pour la C.G.T. de s'opposer à la suppression de 6 000 emplois annoncés dans les usines Citroën.

Les thèses avancées par le patronat ne surprennent personne et rappellent étrangement celles qui ont été à l'origine du conflit Talbot : diminution du marché, modernisation des techniques de production entraînant la suppression des emplois devenus inutiles. Ce concept de sur-effectif étant repris par ailleurs par le gouvernement lui-même, toujours soucieux de bien gérer les intérêts du capitalisme.

Contrairement à son attitude lors du conflit Talbot, la C.G.T. adopte ici une position « maximaliste », refusant d'abord tout licenciement. On se souvient en effet des déclarations de Krassucki, reprochant à la section C.F.D.T.-Talbot son attitude « extrémiste et irresponsable ».

La C.F.D.T. rejoint le mouvement sur le mot d'ordre des 35 h avec compensation salariale à 70% et insiste sur la formation professionnelle, préfigurant ainsi les propositions

gouvernementales en matière de réduction du temps de travail et de reconversion, comme la « solution magique » proposée par J.-J.S.S. avec la Conception assistée par ordinateur (C.A.O.), système sensé adapter une partie du personnel licencié aux nouvelles technologies. Mais quel sera sérieusement le nombre de travailleurs concernés par ces mesures et au profit de qui ?

Bien sûr, chaque fois qu'il est question de restructurations industrielles, l'aide au retour est mise en avant : une convention a été signée à ce sujet entre le patronat et les syndicats — hormis la C.G.T. — prévoyant une indemnisation inférieure aux droits dont ils auraient bénéficié en restant en France (1). Comme le disait un tract syndi-

cal, distribué à Aulnay : « Non à la valise, oui aux 35 h ! ».

Il semblerait qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, syndicats et gouvernements s'acheminent vers un consensus alors que la direction de Citroën reste campée sur ses positions.

Enfin, s'il apparaît qu'il y a effectivement épreuve de force entre la C.G.T. d'une part et le groupe P.S.A. d'autre part, avec en toile de fond la politique gouvernementale d'austérité, il n'en reste pas moins vrai qu'il existe un mouvement plus profond constitué par tous ces travailleurs pour qui la perte de leur emploi se révèle dramatique.

Pierre-Yves, Liliane
Gr. Pierre-Besnard

(1) A titre d'exemple, pour un salaire de 5 000 F environ, l'aide au retour se situerait entre 70 000 F et 100 000 F.



racisme = poison



LA DROITE TRANQUILLE

LE vendredi 11 mai 84, à Châlon, vers 6 h du matin, deux syndicalistes, alors qu'ils collaient des affiches contre le racisme, éditées par la Fédération anarchiste, se sont fait agresser et frapper par des nerwis du R.P.R.

Ces derniers ne voulant pas en rester là, ont ensuite pourchassé ces camarades dans les rues de Châlon.

Ces violences sont de plus en plus fréquentes. Elles vont de pair avec la montée du racisme et de l'extrême droite. Restons vigilants !

Le Monde libertaire

NETTOYAGE A L'ÎLOT CHALON

COMME d'habitude, il aura fallu des morts, deux en l'occurrence, et la perspective de reportages croustillants pour que les médias traditionnels se passionnent pour un quartier abandonné depuis longtemps dans sa décrépitude.

Pour mieux comprendre la situation actuelle, il semble nécessaire d'effectuer un petit rappel historique. Se développant à partir de 1860, suite à la construction de la gare de Lyon, cette partie du 13^e arrondissement abrita tout d'abord le sous-prolétariat des chemins-de-fer. Puis, s'y installèrent des vagues successives d'immigrants : Italiens ; Chinois, spécialisés dans la restauration bon marché ; puis vinrent les Algériens après 1945 et enfin les Sénégalais dans les années 70, vendeurs ambulants de pacotilles exotiques.

Durant toute cette période, de nombreux projets d'équipement et de rénovation furent élaborés, mais aucun ne devait aboutir. En effet, ni les pouvoirs publics ni les propriétaires ne voulaient engager de frais, prétextant un éventuel élargissement du plateau ferroviaire de la gare toute proche, et donc la destruction pure et simple du quartier.

L'apparition récente et le développement rapide du commerce de la drogue n'est finalement que le résultat mortel du délabrement d'un quartier transformé de fait en ghetto insalubre.

Depuis le début de 84, les C.R.S. investissent régulièrement l'îlot. Ces opérations « coup-de-poing », officiellement dirigées contre le trafic des stupéfiants, sont en réalité des expéditions racistes, ponctuées de saccages systématiques, de fouilles humiliantes et d'injures. Sous prétexte de chercher l'héroïne, on traque l'immigré clandestin, rendu responsable de tous les maux. L'image des « sénégalais-dealers », s'enrichissant sur les morts de toxicomanes « français bon teint » a été injectée par les médias dans l'opinion publique avec la bénédiction du gouvernement. Les objectifs de celui-ci sont désormais très clairs : poursuivre et amplifier sa politique anti-immigrés, stratégie éminemment payante au niveau électoral.

Les récents délires de M. Deferre, dénonçant l'existence d'un véritable complot intégriste au sein de la communauté maghrébine française, les assassinats impunis commis par ses ouailles sur des jeunes trop basanés, les expulsions musclées de la rue Polonceau, tout procède de cette récupération, par le gouvernement, du climat factice d'insécurité. Le pouvoir socialo-com-

muniste empiète désormais sur les plates-bandes de la droite, espérant y gagner des voix, d'où qu'elle viennent.

Quant à l'îlot Châlon, il aura finalement droit à sa rénovation. Mais ses habitants actuels n'auront pas le bonheur de vivre dans les logements neufs et salubres. Non, la juste opération immobilière se fera, bien sûr, à leurs dépens. Chassés par des loyers prohibitifs, ils iront grossir les foyers d'accueil de banlieue, déjà surpeuplés, ou seront relégués dans d'autres taudis.

Pour les racistes de tout bord, Paris sera ainsi nettoyé d'un de ses foyers d'« infection », transformé en quartier « bon chic, bon genre » avec appartements de standing, magasins à la mode et même un hôtel quatre étoiles.

Hervé Gr. Libertad

ZOUAOUI ASSASSINÉ PAR LA POLICE

UNE marche silencieuse, organisée par les amis de Zouaoui Benelmabrouk a rassemblé environ 500 personnes samedi 12 mai de Montrouge au boulevard Suchet (16^e) pour protester contre le meurtre de Zouaoui, assassiné dans la nuit du dimanche 6 mai par des policiers en civil.

Les faits

Ce dimanche 6 mai, à l'occasion de l'anniversaire d'Huguette, rien n'aurait pu laisser présager à Zouaoui, Richard et Philippe la fin tragique de la soirée. A court de cigarettes, Zouaoui propose à Richard et Philippe de l'accompagner.

Arrivés à l'Etoile, les trois amis décident de boire un verre avant de rentrer sur Montrouge. Sur le trajet du retour, avenue Georges V, ils se garent, car Richard doit se rendre aux toilettes.

A ce moment là, une estafette serre la Peugeot 504 de Zouaoui et bloque le passage, empêchant celle-ci de repartir. Peu de temps après, l'estafette repart et les deux véhicules s'immobilisent place de l'Alma. Les trois amis vont voir les occupants de l'estafette afin de comprendre leur comportement. Le conducteur de l'estafette frappe Richard avec un tuyau de robinetterie en cuivre.

Après une courte altercation, il y eut un attroupement et les trois jeunes gens de la 504 sont repartis vers Montrouge. Sur le trajet, quelques minutes plus tard une 4L leur bloque le passage. Trois individus sortent de la voiture et braquent leurs armes sur les passagers de la 504. Pensant qu'il s'agissait des amis des occupants de l'estafette, les trois amis prennent peur, et Zouaoui fait marche arrière. Au même moment, une autre voiture s'arrête à la hauteur de la 504, un individu en sort et s'agrippe à la vitre du conducteur. Zouaoui accélère, l'individu lâche prise. Zouaoui fait demi-tour. Richard

entend tirer. Zouaoui lui dit : « Je suis touché dans le dos ».

Richard prend sa place au volant en roulant. Trois cents mètres plus loin, il aperçoit une voiture de police et lui fait signe de s'arrêter. Les deux véhicules stoppent côte à côte. Richard et Philippe sortent de la 504 et demandent protection aux policiers.

Aussitôt, leurs poursuivants arrivent sur les lieux, sortent de leurs voitures et montrent des cartes de police à leurs collègues. Puis, ils braquent Richard et l'un d'eux lui dit : « Si tu bouges, je te bute ! », et ils imposent à Richard et Philippe de mettre les mains sur le toit de la 504. Zouaoui est allongé sur les deux sièges avant. Les secours arriveront 15 minutes après.

A ce sujet, il faut signaler qu'un animateur de radio libre, équipé d'un scanner (1), a été le témoin involontaire de la tragédie. C'est ainsi qu'il a entendu l'appel général sur le réseau du 1^{er} district faisant état d'un accrochage entre une 504 et une estafette. D'après ses dires, la police aurait été immédiatement informée de la présence d'un blessé dans la 504, alors qu'il se serait passé plus d'un quart d'heure avant qu'une voix ne suggère d'appeler le Samu. Il est vrai que ce laps de temps

a été occupé par une succession de messages embarrassés du style : « Vous aviez vos brassards ? » et de réponses non moins embarrassées du genre : « Oui, oui, on avait le brassard au poignet ».

Richard et Philippe, menottes aux poignets, mains dans le dos, sont embarqués dans une fourgonnette. Ce n'est que le lendemain qu'ils apprendront, en sortant du commissariat, la mort de Zouaoui.

Conférence de presse

Le jeudi suivant, à 11 h, une conférence de presse était organisée dans la cour intérieure de la préfecture de police, au cours de laquelle, Richard et Philippe, après avoir relaté les faits, ont insisté sur les points suivants :

- aucun policier en civil, lors des faits, n'a fait état de sa qualité. Aucun n'a crié : « Police ! ». Aucun ne portait de brassard ;
- il y a un seul impact de balle dans la 504, dans la lunette arrière, c'est-à-dire à hauteur des occupants ;
- aucun policier n'a été blessé. Celui qui s'est agrippé à la 504 n'a pas été traîné, il n'est pas tombé, il a volontairement lâché prise quand Zouaoui a accéléré ;

• Contrairement à ce que dit *Le Parisien libéré* du 8 mai 84, Zouaoui, Philippe et Richard n'ont jamais eu affaire ni à la police ni à la justice. Leur dossier judiciaire est vierge.

A l'issue de cette conférence de presse, des policiers en civil, ayant pris bien soin d'attendre que la presse se soit éloignée, ont procédé à des vérifications d'identité après avoir fermé les portes principales de la préfecture de police, empêchant ainsi quiconque de sortir avant de s'être soumis à ce contrôle.

La manifestation

Samedi 12 mai, malgré la pluie et le froid, à 14 h, environ 500 personnes se sont rendues à la manifestation silencieuse (interdite par les autorités) en mémoire de Zouaoui Benelmabrouk et de tous ceux qui ont connu le même sort.

En tête du cortège, une voiture portant une gerbe, suivie de la famille et des proches de Zouaoui, ainsi que des banderoles et des photos de Zouaoui. Tout se passe sans incidents jusqu'aux portes de Paris où la police bloque une première fois la manifestation en exigeant le retrait des banderoles. Celles-ci étant repliées momentanément, le cortège poursuit son trajet,

pour les redéployer quelques centaines de mètres plus loin devant l'incompréhension des participants à la marche. C'est alors qu'environ une demi-heure plus tard, des C.R.S. nerveux, équipés de matraques, de casques, de boucliers et prêts à charger, bloquent à nouveau le cortège et menacent de disloquer la manifestation si les banderoles ne sont pas retirées immédiatement.

A ce moment, à la demande de la famille, un sit-in s'organise pour éviter toute provocation policière pendant que la mère de Zouaoui demande des explications à un inspecteur des R.G. C'est ainsi que l'on a pu apprendre que l'objet de la « susceptibilité » des forces de police était en fait une banderole mentionnant : « Zouaoui, assassiné par la police » !

Une fois la banderole repliée, la marche s'est poursuivie, encadrée par les C.R.S., jusque dans le 16^e arrondissement, pour se terminer boulevard Suchet, à 18 h 30, par le dépôt d'une gerbe à l'endroit où Zouaoui avait été assassiné. Mentionnons aussi, au passage, les réactions inquiètes des « autochtones » du 16^e, il est vrai, peu accoutumés à ce genre de manifestation.

Zouaoui est mort, il avait 23 ans, et, comme pour toutes les autres « bavures policières » (2) du même genre, tout laisse supposer que l'Inspection générale des services, chargée de l'enquête administrative, conclura à un cas de « légitime défense ».

Roland et Liliane Gr. Pierre-Besnard



(1) appareil permettant d'écouter, entre autres, les fréquences policières.
(2) Rappelons : Christian Dubois, « poignardé accidentellement » par un policier qui ne sera jamais inculpé ; Bruno Zerbib, abattu par un brigadier alors qu'il regardait de trop près un scooter (9 mois de prison ferme) ; Nacer, abattu par un policier en état d'ivresse pour avoir « brûlé un feu rouge » (le policier a été remis en liberté peu de temps après) ; deux jeunes, tués à Gennevilliers par un policier de la brigade canine (aucune inculpation) ; etc.

FAISANT suite à l'article paru dans le n°531 du Monde libertaire, ayant abordé la conception civile, militaire et gouvernementale de la protection civile, les lignes que l'on lira ci-dessous apportent des précisions quant à la réelle efficacité de ladite protection civile en cas de guerre nucléaire et par la même posent le problème du choix fait en la matière par les pouvoirs publics.

LA PROTECTION CIVILE DANS UNE GUERRE NUCLÉAIRE

La protection civile en France doit être maintenue dans le brouillard, par la force des choses. Aucun scénario réaliste n'a été publié concernant la guerre nucléaire pour ne pas « saper le moral des contribuables » et/ou pour éviter des « comportements irrationnels ». Quels seraient, par exemple, les effets de trois douzaines de missiles russes SS20 sur la France ? Sans parler du coût, ni de sa possibilité, quelle efficacité pourrait-on attendre d'une protection de 100% de la population ? Vingt millions de morts au lieu de trente millions ? Certes dix millions de moins ne seraient pas négligeables, mais il faudrait avouer publiquement la possibilité d'une vingtaine de millions de victimes et déclencher immédiatement cinquante millions de « veaux » incontrôlables. Politiquement impossible, ni à droite ni à gauche.

D'où une « défense civile » plus chargée de l'encadrement — pour ne pas dire la militarisation — que de protection des civils, qui « se poursuivrait même en cas d'occupation du territoire ».

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (1) n'en a que plus de mérite de nous révéler un tel scénario, aussi faible soit-il : « On a considéré que la base des sous-marins de Bretagne, la base des missiles de Haute-Provence et Paris constitueraient trois objectifs probables en cas d'attaque nucléaire. On a estimé que 14 bombes d'une mégatonne explosant au sol contre ces trois objectifs provoqueraient 400 000 morts au cours de la première minute et 6,5 millions de victimes du fait des retombées radioactives au cours des mois suivants, les retombées des trois explosions se partageant suivant trois bandes à travers l'ensemble du territoire français. »

Un tel scénario peut procéder de deux hypothèses : timidité ou étroitesse d'esprit d'un stratège militaire soucieux de « garder la situation en main » ; ou prise en compte d'un seul coup de semonce à notre égard et pour une guerre « limitée », impliquant par là que nos stratèges n'envisageraient pas de répliquer. S'ils ne répliquent pas à 6,5 millions de victimes, à quoi aura servi la force de frappe ? Et s'ils répliquent ?

Une étude analogue dans l'orgueilleuse Albion envisageait (Opération Square Leg, décembre 1980) une attaque de 130 armes nucléaires d'une puissance totale de 200 mégatonnes. Le nombre des survivants n'était pas précisé officiellement mais un auteur l'évalua à 16 millions à court terme (2) sur 57 millions d'habitants. Mais, là plus qu'ailleurs, point trop n'en faut. Soyons modestes, l'apocalypse est du domaine divin.

Pour simplifier, limitons-nous aux armes de « théâtre », et plus encore aux seuls missiles SS20 russes porteurs soit d'une bombe de 1,5 mégatonnes, soit de 3 bombes indépendamment guidées de 150 kilotonnes. La ville d'Hiroshima fut détruite par une bombinette de 12,5 kilotonnes : 66 000 tués, plus de 70 000 blessés dont la moitié mourront avant un an ; seuls trois hôpitaux sur quarante-cinq restèrent utilisables ; sur 150 médecins, 65 furent tués et la plupart des survivants blessés ; sur 1 780 infirmières, 1654 moururent ou furent trop grièvement blessées pour travailler.

Contre les villes, plusieurs petites bombes explosant en altitude sont plus effi-

caces qu'une grosse et la France ne compte que 20 villes de plus de 250 000 habitants. Supposons donc que le gouvernement soviétique utilise uniquement des SS20 porteurs de 3 bombes de 150 kilotonnes : 2 missiles suffiraient pour Paris et sa banlieue, 1 seul pour chacune des 4 agglomérations : Lyon, Lille-Roubaix-Tourcoing, Marseille et Bordeaux, enfin une seule bombe pour chacune des villes restantes, soit une douzaine de SS20 en tout.

Les bases militaires protégées, genre Ile Longue ou plateau d'Albion, seraient mieux détruites par des bombes de 1,5 mégatonnes, lesquelles, en explosant au sol, creusent un cratère de 450 mètres de diamètre et de 100 mètres de profondeur. Dans ce cas, près de 50 000 tonnes de matériaux divers radioactifs montent dans le « champignon » et retombent sous le vent, contaminant environ 2 500 km² rendus ainsi inhabitables pendant plusieurs mois (3). Enfin les quelques 20 sites de centrales nucléaires existants seraient amplement pourvus avec chacun une bombe de 150 kilotonnes : leur destruction répandrait des tonnes de déchets radioactifs à durée de vie suffisamment longue pour rendre les trois quarts du sol national inhabitables pendant plusieurs dizaines d'années (3).

Au total, avec 2 (ou 3 pour tenir compte des ratés) douzaines de missiles SS20 et sans beaucoup se démunir, les Russes pourraient largement occuper sinon la France du moins les 10 à 20 millions de Français valides.

La défense des villes à la manière d'un général français

« La théorie de notre général était très simple. Pour organiser la défense, disait-il, il faut tenir compte de ce que le rayon de destruction d'une bombe atomique est de mille mètres environ. Dès lors, il suffit que les villes soient construites en couronne dont le rayon du cercle intérieur soit de mille mètres pour que la ville ne risque rien. En effet l'ennemi ayant repéré sa position enverra sur le centre de celle-ci sa bombe atomique, laquelle ne détruira que le cercle intérieur sur lequel il n'y a rien. La ville en forme de couronne ne souffrira que de dégâts extrêmement minimes. »

Notre général à quatre étoiles parut convaincu qu'il avait trouvé une solution géniale pour rendre les villes invulnérables à la bombe atomique. »

Général Ch. Ailleret (4)

Après la Seconde Guerre mondiale, des études anglaises concernant les effets des bombardements ont montré qu'une personne dans un abri courrait 10 fois moins de risques d'être blessée que debout au dehors. Des marchands d'« abris atomiques » n'ont pas hésité à utiliser ces chiffres pour promouvoir leurs ventes sans toutefois pousser le ridicule jusqu'à proposer de les enfouir « sous 10 m de terre » selon le vœu de nos députés.

« Les experts helvétiques estiment » — d'après MM. Marcellin et Bonnafous, qui ne disposent pas d'experts français,

trop occupés à fabriquer des bombes — « qu'à une distance de 2,6 km du point d'explosion d'une bombe de une mégatonne, il est possible de protéger les populations de façon sûre contre tous les effets des armes nucléaires. » En clair et en gros, les abris sont efficaces uniquement contre les retombées, radioactives ou non.

Cependant les problèmes posés par la guerre nucléaire sont beaucoup plus complexes et dépassent de très loin la question des abris. Rappelons tout d'abord que la vitesse des missiles est de l'ordre de 400 km/minute, ce qui représente quelques 7 minutes des bases soviétiques pour un missile destiné à la France : il faut donc être prévenu et agile pour atteindre un abri. En ville, les explosions nucléaires créent des tempêtes de feu alimentées bien au-delà du point d'explosion par les fuites de gaz, les court-circuits électriques et l'essence des voitures, comme à Hambourg, Dresde et Tokyo pendant la Seconde Guerre mondiale, et les gens meurent dans les abris asphyxiés faute d'oxygène.

Au-delà de quelques kilomètres, le temps d'arrivée des retombées permet d'avoir accès aux abris. Mais la radioactivité résiduelle à l'extérieur pose des problèmes de survie lorsque le sol, l'eau et la nourriture sont trop fortement contaminés. Les dizaines de millions de cadavres hu-



Au cours d'une manœuvre, mesure de la radioactivité. mains et animaux déclenchent des épidémies de choléra, de peste, de typhus, et des infections diverses (les rats survivront, ils sont généralement « abrités ») dans une population affolée, déracinée, sous-alimentée, affaiblie par les blessures ou/et les radiations, sans soins ni médicaments, dépourvue de sources d'énergie (charbon, électricité, pétrole), de moyens de transport (secours, nourriture et autre) et de communications vers un monde extérieur tout aussi bouleversé.

Les Anglo-Saxons ont décrit et publié avec forces détails les effets d'une guerre nucléaire massive. Dans un article (5) intitulé : *L'Illusion de la « survie »*, H.J. Geiger, professeur de médecine sociale à New York, écrit : *C'est s'attaquer à un paradoxe que de tenter d'évaluer et de décrire les conséquences d'une attaque thermonucléaire sur une grande ville. D'une part la nature et l'importance des effets d'une attaque nucléaire hypothétique — mais éminemment possible — sont parfaitement*

prévisibles par des calculs directs et peu compliqués. D'autre part, en dépit de ces prévisions, les effets : nombres de morts et de blessés, destruction de nos habitats, détérioration de l'écosphère, sont insondables. »

Les effets des grandes catastrophes naturelles ou celles d'Hiroshima et de Nagasaki ne sont pas comparables dit-il car : « Au cours d'une guerre nucléaire totale aujourd'hui, nous n'aurions aucune aide extérieure à attendre ». En conclusion : « Bien que le problème de la santé publique en cas de guerre nucléaire soit sans précédent, ce type de danger n'est sans inconnu du monde médical souvent confronté à des maladies incurables. Dans de tel cas, la seule stratégie médicale (et sociale) disponible est : la prévention. »

C'est également l'avis d'une commission d'enquête du Collège royal des généralistes anglais, publié dans *Le Quotidien du médecin* (6) : « Les instructions envoyées (par le gouvernement) au corps médical sur les mesures à prendre en cas de guerre nucléaire sont complètement irréalistes, inadéquates et illusoire... Le corps médical sera complètement désarmé... » Un article (7) du Dr M. Eastwood, intitulé : *Médecine de guerre nucléaire : une impasse clinique*, conclut en ces termes : « Le corps médical doit donc consacrer beaucoup de temps et d'efforts pour prévenir cet événement redoutable. »

Sans doute est-ce l'avis de MM. Marcellin et Bonnafous, pour lesquels : « Le ministre de la Santé est chargé de la très lourde responsabilité (...) assurer la qualité des soins (...) organiser et assurer les soins aux victimes civiles et éventuellement militaires. » Les autres ministères sont également mis à contribution. Comme celui de la Santé, l'Agriculture et l'Industrie doivent constituer et gérer des stocks de guerre, mais il n'en ont jamais reçu les moyens car la guerre nucléaire sera brève. Le ministre de l'Éducation aussi, depuis 1964, est chargé d'une action éducative portant sur la nature des risques que courent les sociétés modernes, mais la guerre nucléaire est encore plus tabou que l'éducation sexuelle. L'action offrant moins de risque de rejet, il a prévu d'organiser des « classes vertes » dans le Massif Central « pour assurer, au moins, la protection d'un certain nombre d'enfants ».

Le Service national de la protection civile, dépendant du ministère de l'Intérieur, est également chargé d'une mission éducative, et diffuse théoriquement un opuscule : *Savoir pour vivre*, sinon confidentiel, du moins introuvable (8). Pour noyer le poisson, cet opuscule de 55 pages traite les accidents domestiques, de loisirs ou de la route sur un pied d'égalité avec l'explosion nucléaire — sous le titre plus banal de : « La Radioactivité » —, et prétend donner « les moyens de se protéger de ses effets ». Cela va sans dire : « Tout d'abord, il faut bien savoir que, si une telle catastrophe se produisait, le Service national de la protection civile serait capable d'apporter une aide certaine à la population », mais c'est nettement plus rassurant en l'ayant dit. Suit





La manière d'aménager son refuge et la coupe verticale d'un immeuble indiquant les coefficients de protection des pièces. Facétié du dessinateur ?... les pièces centrales (mieux protégées) des étages 6 et 7 s'effondrent sous le poids des réfugiés. Des dessins précisent l'équipement de l'abri : les produits de beauté y figurent (pour ne pas décevoir l'envahisseur ?), mais pas la trousse à pharmacie. Le texte est fort instructif : « *Souvenez-vous que les doses de radioactivité reçues même à plusieurs jours d'intervalle s'additionnent et qu'il y a un total à ne pas dépasser. C'est le "seuil" à partir duquel le danger devient réel...* ». Pour le connaître, il vous suffira de compter sur vos doigts !

Le manuel de la Croix-Rouge (éd. 1975, p. 314) n'est guère rassurant, en cas d'explosion atomique : « (...) *A moins d'être au voisinage de l'explosion* — auquel cas on n'a évidemment à se préoccuper de rien —, *on a une ou deux secondes pour :*

- se jeter à plat ventre, sur le sol, la tête dans les bras, en s'abritant derrière un mur (...);
- se cacher la tête et les mains sous les vêtements, et (...) attendre les retombées... »

Dans la revue scientifique *Radioprotection* (9), le général R. Marchand, président de la Société française de radioprotection, donne plus de détails : « *La radioprotection en temps de guerre a pour principe d'éviter toute irradiation, et, devant l'impossibilité de la faire, elle fixe des doses maximales...* »

C'est évidemment un paradoxe implacable ! La protection contre les différents effets est aussi simple qu'efficace : « *Contre le rayonnement nucléaire initial : l'éloignement par rapport au point d'explosion (...);*

- contre les effets thermiques : l'éloignement par rapport au point d'explosion (...);
- contre les effets de choc ou de souffle : l'éloignement par rapport au point d'explosion (...);
- contre les retombées radioactives : l'utilisation de longue durée d'écrans protecteurs lourds (...).

Disons : un scaphandre en plomb. Fallait y penser ! Bravo, mon général !

Si c'est là la seule « information complète devant être fournie à la population sur les moyens de réduire les effets des bombardements et démystifier les dangers nucléaires », on peut redouter dès maintenant que de nombreux sceptiques — tel le sénateur Delong — exigent des auteurs une démonstration convaincante de l'efficacité d'une telle « défense civile ».

Avec ou sans démonstration, il n'est nul besoin d'être diplômé de l'École surréaliste pour savoir ce qui se passerait en cas de guerre « totale ». Au cours des hécatombes des guerres passées, les victimes ont toujours été tacitement réparées en trois groupes : ceux qui s'en sortiraient avec ou sans soins, dont on ne s'occupait pas, ceux qui s'en sortiraient difficilement dont on feignait de s'occuper, et les autres, plus ou moins nombreux, dont on s'occupait avec les moyens du bord.

L'objectif de la « défense civile » étant avant tout de maintenir les structures gouvernementales le plus longtemps possible en évitant la panique des populations, les zones sinistrées seront traitées de la manière ci-dessus et tout d'abord bouclées par la troupe. Dans *Protest and survive* (10), E.-P. Thomson cite le maréchal de l'Air Sir L. Mavor, directeur du Home Defense College : « *Les principales zones-cibles seraient si durement frappées qu'elles ne pourraient plus se rétablir d'elles-mêmes. Elles devraient être laissées pour compte jusqu'à ce que les régions voisines récupèrent suffisamment pour leur venir en aide.* »

Dans une brochure : *Comment survivre à l'âge nucléaire*, le parti écologiste anglais publie deux documents confi-

dentels du Home Office (ministère de l'Intérieur) où l'on peut lire : « *On doit s'attendre à ce que la radioactivité ambiante interdise les secours organisés pendant des jours ou des semaines après l'attaque. Le personnel médical, vital pour le futur, ne devrait pas être gaspillé en étant autorisé à pénétrer dans les zones contaminées où les victimes auraient, de toute manière, peu de chances de s'en sortir à long terme* » (11).

Le secret entretenu par tous les gouvernements français autour des plans Orsec-Rad et de la protection civile en temps de guerre ne parvient pas à masquer leur totale impuissance. Devant cela, leur réponse est prête : « *La protection de la population civile est opposée au principe même de la dissuasion.* »

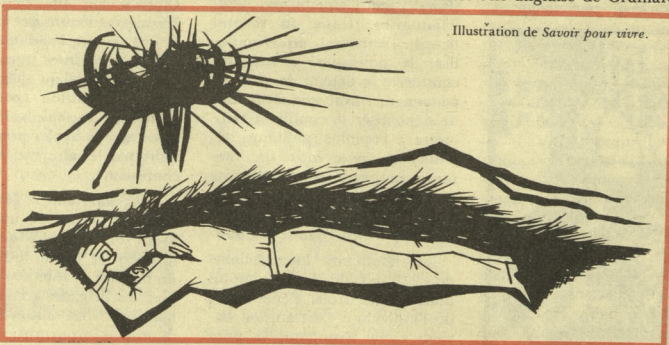


Illustration de *Savoir pour vivre*.

L'électeur profane sera éventuellement convaincu par des discours sur l'avancement du dispositif d'alerte, le recensement des abris et autres, indispensables au « maintien du moral de la nation ». Toutefois, le « principe du maintien sur place » et la politique du « desserrement » sont suffisamment ambigus pour laisser place à n'importe quelle interprétation en temps de guerre.

Quelle défense civile ?

L'apparente cohérence entre l'inanité des abris et la politique du gouvernement en matière de défense civile ne doit tromper personne. Le gouvernement français a choisi seul la défense nucléaire, prétendant ainsi mieux remplir son contrat : protéger la population. Or une guerre avec l'U.R.S.S., « qui n'est malheureusement plus utopique », provoquerait des dizaines de millions de victimes en France.



Le gouvernement a donc rompu unilatéralement son contrat avec la Nation. Qu'il ait décidé de nous enfermer dans le dilemme absurde : périr rapidement (sans abris) ou lentement (avec abris), ne saurait « recueillir la totale adhésion du pays », dûment averti.

H. York (12) abandonna ses fonctions voyant que : « *La sécurité militaire des Etats-Unis n'avait cessé de diminuer à mesure que sa puissance militaire augmentait* ». Cerveau lent mais logique, il en concluait que la sécurité d'un pays ne pouvait plus être fondée sur sa puissance militaire. Nos gouvernements ne l'ont pas encore compris. Mais peut-être n'avons-nous pas suffisamment insisté ?

Insisté notamment sur le fait que nous n'avons pas à choisir entre la liberté et l'esclavage, comme le prétendent nos sénateurs nantis, mais entre des chefs plus ou moins humains et, ce, depuis des millénaires. Long apprentissage qui nous a permis d'acquérir des techniques de défense moins radicales que le suicide à chaque changement de l'île anglaise de pouvoir.

Du strict point de vue militaire, l'objectif doit être atteint au moindre coût. Pour le « suicide réciproque » cher au général Usureau, il existe quantités de moyens chimiques et biologiques infiniment moins épuisants que la course aux armements nucléaires. L'efficacité de la dioxine n'est plus contestée, le bacille du charbon dont fut contaminée l'île anglaise de Guinard

en 1942 l'a rendue inhabitable pendant plus d'un siècle, et la grippe traverse les continents. Enfin, rien n'empêche nos savants de trouver mieux. D'autant plus que, selon l'avis autorisé du médecin principal de réserve M. Mailloux, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur : « *L'arme biologique n'est pas une arme mystérieuse, terrifiante et difficile à manier. Au contraire, elle peut se révéler efficace, moins inhumaine que ne le sont les armes conventionnelles, et surtout l'arme nucléaire.* » (13).

Au mépris des traités signés, le gouvernement français a déclenché la guerre des gaz en 1914-1918, mais il n'a pas signé la Convention internationale du 10 avril 1925 sur l'interdiction des armes biologiques, prétextant l'insuffisance des moyens de contrôle. Tous les espoirs sont donc permis (14). D'autant plus que, comme pour le nucléaire, la population n'a pas à être consultée.

Sur l'efficacité des armes chimiques et biologiques, le lecteur peut consulter un ouvrage de l'auteur (15) et les références incluses. Pour l'instant, les moyens de détection sont pratiquement nuls si ce n'est les premiers décès, lorsqu'il est trop tard pour une protection quelconque. Selon le rapport de l'assemblée de l'U.E.O. précité : « *La France ne prévoit pas de protection contre les agents chimiques pour l'ensemble de la population, car elle considère qu'il est impossible, avec les moyens ordinaires, de se protéger contre les gaz neurotoxiques.* »

Certes, mais pour « les responsables importants du pays » on utilisera, s'il le faut, des moyens extraordinaires. Pour

le soldat, la protection comporte tous les avantages et les inconvénients de la vie en scaphandre étanche, mais les derniers modèles opérationnels permettent tout de même de boire, fonction physiologique essentielle du militaire en campagne, en mer ou ailleurs.

« *Un terme doit être mis à ce manque de confiance des gouvernements dans la maturité des Français, à cette croyance qu'ils ne peuvent se comporter, à l'image des autres peuples, de manière raisonnable et disciplinée.* » écrivent MM. Bonnefous et Marcellin, sans préciser de quels autres peuples il s'agit. Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, et vice versa.

Toutefois, lorsque le budget de la défense civile sert avant tout à protéger le gouvernement ; lorsque les places d'abri sont en priorité réservées pour « les responsables importants et les œuvres d'art » ; lorsque la politique est « au maintien sur place » des populations, mais qu'il faut profiter de notre « expérience de grands départs en vacances » — 300 à 400 morts sans ennemi — pour organiser le « desserrement » (16) des populations ; lorsque le budget militaire représente chaque année près de deux mois de salaire par travailleur et que ceux-ci sont conviés à l'« auto-protection » ; lorsque le gouvernement n'ose pas le lui dire de peur qu'il ne mette sa politique de défense en doute et devienne « irrationnel et incontrôlable » ; lorsque l'armée elle-même doute de la dissuasion et, forte de l'expérience des civils pendant l'Occupation, les exhorte à résister au lance-roquettes, est-il raisonnable d'être raisonnable comme le voudraient nos parlementaires ?

(à suivre)

Y. Le Hénaff

- (1) Document n°838 du 29 avril 1980.
- (2) *As Lamb to the slaughter*, Rogers, Dando et van den Dungen, éd. Arrow-Euroopa, 1981.
- (3) Dans le cas d'une bombe seule, la quantité de matériaux radioactifs à durée de vie longue se compte en kg et la radioactivité présente au premier jour diminuerait d'un facteur 25 après un mois et de 600 après huit mois.
- (4) Dans la destruction d'un réacteur, les matériaux radioactifs à vie longue se comptent en tonnes, la radioactivité du premier jour diminuerait d'un facteur 2 le premier mois, de 90 après cinq ans et de deux cent soixante au bout de vingt-cinq années seulement (voir *Pour la science*, février 1982, p. 88).
- (5) D'après l'Office mondiale de la santé (*Effets de la guerre nucléaire*, 1983), la « zone morlette » des retombées radioactives d'une bombe de une mégatonne est d'environ 1 700 km², soit 2 500 km² pour 1,5 mégatonnes. Ce qui signifie que le nombre de morts dus aux seules retombées est égal à la densité de la population dans la région considérée (environ 100 habitants au km² en France) multipliée par 2 500 soit 250 000 morts par bombe de 1,5 mégatonnes avec, évidemment, autant de victimes gravement irradiées.
- (6) *L'aventure atomique française*, éd. Grasset, 1968, pp. 206-207.
- (7) *Bulletin of the atomic scientists*, juin-juillet 81.
- (8) Du 15 novembre 1982.
- (9) *The Lancet*, vol. 1, 181, p. 1252.
- (10) Bien que « périodiquement remis à jour », selon *Le Monde*, la dernière (et seule ?) édition remonte à 1974.
- (11) Vol. 12, n°3, 1977, p. 296.
- (12) Traduit par le groupe strasbourgeois du Collectif des scientifiques pour le désarmement.
- (13) Voir également la destruction nucléaire de Birmingham, p. 350 de *La Troisième Guerre mondiale* du général Sir J. Hackett.
- (14) Il participa à l'élaboration de la bombe A pendant la guerre 1941-1945, fut le premier directeur du laboratoire militaire de Livermore (Etats-Unis), puis à la tête des recherches militaires au Département de la Défense sous Eisenhower et Kennedy et conseiller scientifique de Johnson. Voir son livre : *Race to oblivion* (La course au néant), Simon et Schuster éd., N.-Y., 1970.
- (15) *Le médecin de réserve*, N.-Y., 1970.
- (16) C'est l'avis du colonel Meyer, commandant de l'École N.B.C. de Grenoble, interviewé dans *Latitude* de juillet-août 1982. D'après le Bottin administratif (éd. 1979, p. 33), cette école « est chargée de l'instruction scientifique et technique pour la mise en œuvre des armes nucléaires, biologiques et chimiques ». Les médias insistent lourdement sur les stocks d'armes chimiques américains et soviétiques mais se gardent bien de signaler que les stocks français occupent la troisième place et, que les Français collaborent avec les Américains au perfectionnement des armes chimiques.
- (17) *Les armes de destruction massive et la politique de défense française*, P.R.I., 80, rue des Noyers, F. Cisenoy, 77390 Verneuil-l'Étang, 15 F + frais de port (1 exemplaire = 130 grammes).
- (18) « *On envisage l'évacuation de régions particulièrement menacées telles que l'ouest de la Bretagne et, éventuellement, la réduction partielle de la population des villes, afin de ne pas offrir à l'adversaire de cibles démographiques trop importantes.* » Rapport cité de l'U.E.O.

IRLANDE DU NORD : LA LOI ET L'ORDRE

« Je connais bien Gilmour, mais plaise au ciel que lui ne me connaisse pas ! » C'est un bombage sur un mur de Derry, quartier du Bogside. Et pour qui ne saisisait pas de suite, il suffit de lire la suite, les autres fiti, parmi les fresques en hommage aux 14 tués du « Bloody Sunday », qui laissent deviner en quelle estime les catholiques républicains tiennent sa mère et son éventuelle descendance.

Raymond Gilmour a balancé les noms de 40 personnes, toutes en sympathie envers l'Irish Republican Army (I.R.A.) ou avec l'Irish National Liberation Army (I.N.L.A.). Les chefs d'accusation : meurtres et appartenance à organisation terroriste. Ce procès gigantesque a commencé le 8 mai 84 à Belfast. Procès d'exception pour un tribunal qui ne l'est pas moins. Tribunal sans jury, sous la présidence d'un juge pro-britannique

et sans nul doute unioniste et loyaliste. La commission Diplock a généré ces tribunaux spéciaux et les cours qui maintenant portent le nom de ce Lord parlementaire sont le pendant d'une offensive, visant dans un premier temps à « ulstériser » le conflit ; à savoir transférer les moyens de coercition, de maintien de l'ordre, de l'armée britannique à l'armée (U.D.R.) et surtout aux forces de l'ordre (Royal Ulster Constabulary) nord-irlandaises. Dans un second temps, l'intention de criminaliser le politique, c'est-à-dire considérer le détenu de l'I.R.A. comme un droit commun afin de dépolitiser le conflit et faire croire à l'opinion publique bétante que cette lutte de libération nationale ne possède pas de caractère politique. Ruse de Sioux pour séparer l'I.R.A. de son support en Irlande du Sud.

Les nombreux inconvénients de ce statut de droit commun mutilent les droits élémentaires de l'individu : l'extradition devient facile à obtenir, la prise en charge est désormais possible pour Interpol. La mise en place de la Convention européenne anti-terroriste met en lumière l'étroite collaboration entre les pays de l'Europe de l'Ouest dans le domaine de la répression étatique.

L'Europe de la répression

Raymond Gilmour est un repent. Un de ceux dont l'aide est nécessaire pour juger et emprisonner les suspects qu'il aurait fallu relâcher faute de preuves suffisantes. Les interrogatoires « profonds » ou « appuyés » (sic) ont permis des confessions étonnantes de sincérité qui ont fait fonctionner les tribunaux Diplock. Sur 10 023 prévenus, interrogés et torturés par le R.U.C., 4 650 furent condamnés pour « faits et crimes terroristes ». Les peines allant jusqu'à 100 ans de détention (pour éviter les remises de peine !). Pour 80% des cas, la seule preuve produite par les autorités est... une confession.

Rappelons-nous le génie inventif du gouvernement italien pour avoir sollicité ceux qui voulaient se dissocier de la lutte armée. Au plus fort de leurs confrontations avec les Brigades rouges et Prima linea, les autorités accordèrent d'importantes remises de peines, proposèrent une nouvelle vie aux collaborateurs. Cette loi sur les repentis a permis, les faits sont là, d'avoir une réelle action dissuasive. Les expériences servent ! Fructueuse moisson pour un Etat anglais fort qui reprend à son compte, par

exemple, la torture propre. L'Allemagne de l'Ouest l'avait testée sur les membres de la R.A.F. Cela s'appelle privation sensorielle avec usage intensif de drogues (amphétamines et barbituriques).

Les années noires que nous préparons les nantis et leurs larbins de tous poils ne passeront pas comme une lettre à la poste. Le redéploiement des investissements, du capital, dans les moyens de production entraîne un accroissement considérable du chômage, des attaques sur les acquis, qui vont provoquer des tensions entre les travailleurs et la classe exploitante. Les Etats possèdent un laboratoire où s'effectuent actuellement des expériences ayant trait au contrôle des manifestations, à la répression politique, au fichage des populations, à la manipulation de l'information, aux intimidations physiques des opposants (même syndicaux), aux législations d'exception. Ce laboratoire, c'est l'Irlande du Nord. Ces techniques seront appliquées sans scrupules dès qu'un Etat et les intérêts qu'il défend se verront attaqués dans leurs privilèges. Après l'Angleterre, la France ?

Hervé
Gr. du XIV^e



SALVADOR : DES ÉLECTIONS ET APRÈS

La date du 6 mai 1984 était marquée par le deuxième tour des élections présidentielles. Deux candidats restaient en lice : le major d'Aubuisson, leader du parti d'extrême droite Arena, et le démocrate-chrétien Napoléon Duarte. Ce dernier l'a emporté, redonnant ainsi le blason, déjà bien terni, de cette démocratie musclée.

Une farce électorale...

« Non à la farce électorale, oui à la guerre populaire ! » tel était le slogan de la guérilla face à ces élections. Parodie électorale ? Cela ne fait aucun doute : le vote étant obligatoire, la carte d'identité de chaque électeur était tamponnée, les pressions de la part de l'extrême droite furent multiples. Des menaces de mort à la présence en force des militants de l'Arena dans les bureaux de vote des quartiers populaires, tout fut entrepris pour remporter le scrutin. Et pourtant, ce fut la Démocratie chrétienne, avec le soutien officieux des Etats-Unis qui gagna cette consultation, avec une avance tout de même moins éclatante qu'escroquée. Comme pour le premier tour, la participation a été partielle, des accrochages avec la guérilla ont eu lieu dans l'est du pays. Le colonel Monterosa, spécialiste de la lutte anti-insurrectionnelle, a déclaré, à propos de ces élections : « avoir oublié le principal : les votants ».

Le nouveau président, qui devrait prendre ses fonctions début juin, a d'ores et déjà annoncé l'ouverture d'un dialogue national. Mais il a refusé catégoriquement de négocier avec l'opposition armée sur la base de ses propositions de partage du pouvoir. N. Duarte veut « écraser la violence » dans son pays et envisage de créer une commission spéciale sur les escadrons de la mort (initiative perdue d'avance, étant donnée l'imbrication entre l'extrême droite et ses groupes para-militaires, et l'oligarchie).

De son côté l'Arena n'a pas tardé à participer au futur gouvernement. Ce qui se passera, dans les mois qui viennent, a été annoncé par le président du F.D.R. (Front démocratique révolutionnaire) : « Duarte sera le président. Mais il sera dépassé par des forces plus puissantes que lui : le gouvernement, Reagan, l'armée et nous-mêmes. Au Parlement, il sera obligé de chercher des appuis à droite, puisque c'est à droite qu'il aura trouvé l'appui de voix nécessaire pour être élu. Il sera beaucoup plus faible qu'en 1981, quant il avait accédé pour la première fois à la présidence.

Il avait alors conclu un pacte avec l'armée et les forces de droite ne s'étaient pas organisées. L'Arena n'existait pas, ce n'est pas le cas aujourd'hui. En outre il va gouverner avec une constitution qui a amputé la réforme agraire. »

...bien utile à Reagan

Ces élections n'apportent aucune solution à la situation de crise que vit le Salvador depuis plusieurs années. Leur but n'était que de favoriser la stratégie américaine en Amérique centrale. En effet, il aurait été plus périlleux pour Reagan de financer ouvertement un régime d'extrême droite. Le seul vainqueur de ces élections, ce sont donc les Etats-Unis qui veulent confectionner une image réformatrice du pouvoir salvadorien. Reagan a dit lui-même que « le plus satisfaisant est qu'il y ait eu des élections réussies, et cela a prouvé à nouveau que des progrès vers la démocratie ont été faits ».

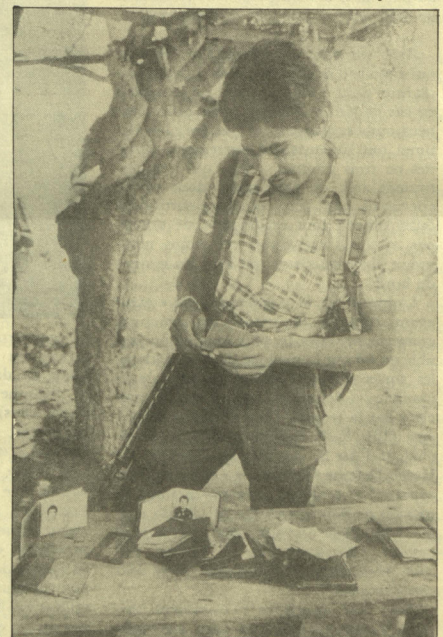
Ces perspectives de démocratisation se sont déjà heurtées en 1982 à l'opposition de l'oligarchie, attachée à ses privilèges. La polarisation à l'extrême droite d'une partie importante de la classe dominante et le développement de la lutte insurrectionnelle ne laissent pas de place à la formule politique préconisée par les Etats-Unis. Aujourd'hui, la situation s'est cristallisée, et l'administration républicaine n'a toujours pas trouvé de relais local pour mener une politique différente de celle envisagée par les ultra-réactionnaires.

L'élection d'un démocrate-chrétien n'aura pour seul effet que de donner bonne conscience aux politiciens américains qui ne vont certainement pas tarder à débloquer les 62 millions de dollars réclamés par Reagan pour le Salvador. Malgré les récents remous, lors de l'affaire du minage des ports nicaraguayens par la C.I.A., la politique de Reagan a de très forte chance de l'emporter. Kissinger, président de la commission sur l'Amérique centrale, affirme de son côté, qu'en voulant respecter de façon « trop rigide » les droits de l'homme, cela « pourrait favoriser une victoire marxiste-léniniste au Salvador ». Les Etats-Unis n'ont jamais réellement cru à une solution purement politique ; la commission Kissinger dit clairement que la solution passait « par un succès militaire sur les rebelles ». Et c'est bien à cet objectif que veut en arriver l'impérialisme américain. Sa marine a commencé, fin avril, des exercices de surveillance dans le golfe de Fonse-

ca pour stopper les prétendues livraisons d'armes du Nicaragua aux rebelles. L'aviation américaine de reconnaissance, à partir de ses bases du Honduras, accorde une assistance permanente aux unités gouvernementales en opération contre le F.M.L.N.

Ces élections n'ont été qu'une formalité à remplir vis-à-vis de l'opinion américaine et internationale. L'heure est maintenant à l'extermination de la guérilla salvadorienne. Et pour atteindre cet objectif, les Etats-Unis sont prêts à tout. L'hypothèse d'une intervention directe n'est pas un tigre de papier, mais une réelle menace qui plane sur toute l'Amérique centrale.

Jean-Claude
Gr. Kropotkin



Un guérillero vérifie des cartes d'identité.

ITALIE : LIBERTÉ POUR STEFANUTO ET RUZZA

Le 7 juin 1984, s'ouvrira, à Turin, le procès de Giuseppe Ruzza et Delfina Stefanuto, deux militants anarchistes de Gattinara, arrêtés le 7 septembre dernier, et accusés d'activités terroristes. Ce n'est qu'au procès que le procureur, finalement, fit connaître aux accusés les délits pour lesquels ils furent arrêtés.

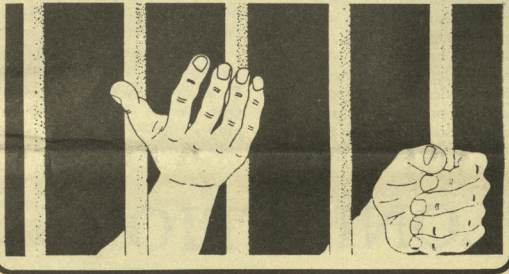
Giuseppe Ruzza a encore eu récemment un malaise et, le 19 avril, un neurologue est venu l'examiner en prison. Ce dernier n'a fait que confirmer la gravité de son état psycho-physique. On peut supposer que si Giuseppe Ruzza avait été un chef de la mafia, un politicien ou encore un industriel, et non un anarchiste, il aurait pu obtenir l'hospitalisation et peut-être même la liberté provisoire.

Delfina Stefanuto, quant à elle, a été transférée à Brindisi, le 18 avril, comme cela lui était déjà arrivé pendant les fêtes de Noël. Bafouant, une fois de plus, la loi qui veut que l'accusé ne soit pas trop éloigné du lieu du procès (afin de lui permettre ainsi un contact plus aisé avec ses défenseurs), cette nouvelle mesure répressive reste tout aussi injustifiée que cette détention.

Le procès des deux accusés aura lieu dans la « salle coffret » de la prison de « Molinette », construite spécialement pour instruire les grands procès des Brigades rouges et de Prima Linea. Le choix du lieu dans lequel doit se dérouler le procès n'est pas sans incidence et est évidemment lourd de signification.

Dès maintenant, vous pouvez témoigner votre solidarité afin que ces compagnons retrouvent la liberté, en faisant pression sur l'ambassade et sur les consulats d'Italie (lettres de soutien, télégrammes, etc.). Pour tout soutien ou renseignement, écrire au Circolo Culturale Anarchico, « Comitato Pro-Agitatore », via G.-Ulivi 8, 54033 Carrara, Italie.

Comité Pro-Agitatore
Traduit de la Revue anarchiste



OBJECTION ET ANTIMILITARISME AU PAYS BASQUE

La lutte contre le militarisme au pays Basque débute il y a à peu près 12 ans par la coordination d'individus et d'organisations, lorsque les premiers groupes d'objecteurs de conscience apparurent ; ils partagèrent leur travail avec d'autres organisations qui combattaient la dictature militaire. C'était l'époque où d'un côté, le militarisme était considéré comme l'ennemi à abattre (l'armée était bel et bien la force de soutien à Franco contre l'opposition interne), mais, d'un autre côté, la plupart des personnes qui luttaient pour un changement avaient confiance dans la résistance armée (E.T.A.), avec tout le processus d'élitisme et de dépendance que cela suppose.

Cet état de fait fut un handicap réel pour établir une coordination effective. Lorsque la situation politique commença à « changer » dans le pays, la pression militaire demeura la même et devint même plus intense parfois.

Le gouvernement ne désirant nullement entraver l'action du militarisme, laissa à l'armée et à la police (fortement militarisée et mise en place pour réprimer toute opposition au régime) le soin de régler le problème du terrorisme. C'est dans ce contexte que les diverses expressions de ce que nous appelons le mouvement alternatif basque apparues. Les conditions existaient pour une réelle résistance civile au travers de différentes luttes — écologistes, féministes, homosexuelles, anti-nucléaires — engagées dans la lutte contre le militarisme.

Cependant l'existence d'une « armée populaire » (l'E.T.A. était considéré comme l'avant-garde de la lutte pour la libération de la classe ouvrière, en dépit de sa composante hautement nationaliste) fit que beaucoup de personnes ne furent pas amenées à critiquer l'armée en tant que telle, mais seulement son utilisation dans certaines circonstances. A l'heure actuelle, le mouvement international le plus puissant est le mouvement anti-nucléaire (au regard des manifestations massives qui ont lieu en Europe). Ces 5 ou 6 dernières années, un certain découragement s'est fait sentir après le « boom » initial, et tout ce que nous avons été capables de faire en dehors de la lutte contre le service militaire, l'O.T.A.N.,... est de consolider les groupes réellement antimilitaristes. Nous nous coordonnons désormais par le biais de quatre assemblées, une par « province » de notre pays.

Un souffle nouveau est venu renforcer la « scène » alternative : le mouvement pacifiste, lié aux luttes des anti-nucléaires. Celui-ci nous a permis d'organiser de nouveaux groupes locaux et de nombreuses personnes ont commencé à remettre en cause le militarisme dans son ensemble.

La dernière campagne automnale, fortement réprimée, a réussi à démontrer que le militarisme ne peut accepter que soit mis en cause sa fonction au sein de « l'Etat démocratique ». Un autre fait positif de cette campagne fut le comportement des gens face à la police, ils agirent instinctivement selon

les principes de la non-violence, sans jamais les avoir mis en application jusqu'à présent.

Notre groupe est né voici dix ans, lorsque les premiers réseaux alternatifs furent organisés par des objecteurs (non reconnus naturellement par l'Etat). Nous avons fondé avec quelques autres groupes le mouvement des femmes et des hommes, objecteurs de conscience. Quelques années plus tard, ceux d'entre nous qui étaient davantage engagés dans la non-violence que dans l'antimilitarisme (les raisons de cette division seraient difficiles à expliciter) fondèrent l'Assemblée basque non-violente ; cependant, nous, antimilitaristes, continuâmes à travailler ensemble dans la plupart des cas.

Actuellement nous œuvrons à mettre sur pied une grande campagne contre la militarisation, le contrôle social, le nucléaire, l'informatisation, et contre le militarisme en général. Nous préparons également une campagne contre une loi anti-objecteurs, promulguée par le parti socialiste, et il est très probable que celle-ci sera contestée et transgressée par la participation de nombreux objecteurs de l'Etat espagnol.

En dehors des contacts internationaux que nous entretenons au travers des secrétariats de notre mouvement à Madrid et à Barcelone, nous possédons nos propres contacts au niveau international, et nous avons envoyé des délégués à la conférence de l'Internationale des résistants à la guerre, en décembre dernier, à Auburn.

D'après Bakearen Etxea

TRENTE-SIX ANS D'ACTIVITÉS DE L'UNION ANARCHISTE BULGARE EN EXIL (1948-1983)

I. Fondation, à la demande de la Fédération anarchiste de Bulgarie, d'une commission d'aide aux antifascistes bulgares, en 1948. Elle collecte des moyens afin de secourir les prisonniers et les déportés, et mène une campagne de propagande et de protestation pendant de longues années sur le plan international. L'U.A.B. participe, par ses orateurs, à un grand nombre de meetings contre les arrestations en Bulgarie.

II. L'Union anarchiste bulgare en exil démasque, la première, de façon bien documentée, la dictature bolchevique, par une série de publications en différentes langues.

III. La commission d'aide publie pendant deux ans et demi, 1950-1952, un bulletin d'informations.

IV. Le secrétariat de l'U.A.B. en exil maintient régulièrement une correspondance codée avec l'intérieur, qui lui permet d'informer l'étranger sur la situation du pays, publiant en plusieurs langues plus de deux cents articles dans la presse anarchiste et anarcho-syndicaliste du monde entier.

V. Le bulletin d'information de la commission d'aide est transformé en 1952 en revue mensuelle anarchiste bulgare, paraissant régulièrement depuis trente-trois ans en trois séries successives comme suit :

• *Notre route*, première série, imprimée, 1952-1968, 21/27. Au total, pour 17 ans, 140 numéros, représentant 678 pages ;

• deuxième série, ronéotée, pour 11 ans, 71 numéros représentant 1 439 pages ;

• troisième série, en offset, 1979-1983, pour 5 ans, 42 numéros représentant 168 pages.

Au total, pour 33 ans, 253 numéros représentant 2 285 pages.

VI. Editions de livres et de brochures :

a) en diverses langues (français, anglais, espagnol, italien, suédois, espéranto) :

sans signature : *La Bulgarie-Nouvelle Espagne*, 1948, 14 × 21, 26 pages ; *El Terror bolchevique*, 1948, 14 × 19, 27 pages ; *Bulgaria the New Spain*, 1948, 15 × 23, 30 pages ; *Les Bulgares parlent au monde*, 1948, 14 × 20,

42 pages ; *Bulgarerna talur till världen*, 1948, 12 × 18, 55 pages ; G. Balkanski : *La Commune de Paris*, 1961, 14 × 20, 32 pages ; Nic. Stoinov : *Un centenaire bulgare parle*, 1963, 12 × 19, 186 pages ; G. Balkanski : *Cheitanov, pages d'histoire*, 1965, 12 × 19, 272 pages ; G. Balkanski : *L'Anarchisme, problème de l'organisation*, 1969, 12 × 19, 36 pages ; M. Bakounine : *Programme de libération*, 1972, 12 × 19, 72 pages ; G. Balkanski : *La Colectivizacion*, 1975, 14 × 21, 38 pages ; G. Balkanski : *La Collectivisation*, 1975, 14 × 21, 38 pages ; G. Balkanski : *Le fascisme*, 1975, 14 × 21, 42 pages ; G. Balkanski : *El Fascismo*, 1975, 14 × 21, 42 pages ; G. Balkanski : *Les Anarchistes face à la réalité*, 1976, 11 × 15, 48 pages ; G. Balkanski : *La Bazoj de anarkismo*, 1979, 15 × 21, 146 pages ; G. Balkanski : *Gli anarchici nelle rivoluzioni*, 1981, 14 × 21, 206 pages ; G. Balkanski : *Histoire du mouvement libertaire bulgare*, 1982, 13 × 21, 130 pages ; G. Balkanski : *Libération nationale et révolution sociale*, 1983, 13 × 18, 162 pages ; G. Balkanski : *Le problème national, fédéralisme libertaire*, 1983, 14 × 21, 54 pages.

b) en bulgare :

Stepan : *Cri des campagnes, recueil de poésies*, 15 × 21, 35 pages ; G. Agrov : *Les Bases de l'anarchisme*, 1958, 14 × 18, 224 pages ; Nic. Stoinov : *Un centenaire bulgare parle*, 1962, 21 × 26, 100 pages ; G. Balkanski : *Cheitanov, apôtre, martyr*, 1964, 21 × 27, 236 pages ; G. Balkanski : *Libération nationale, révolution sociale*, 1969, 21 × 27, 186 pages ; P. Losanov : *La Dénonciation du culte*, 1970, 14 × 21, 46 pages ; Cranston : *Bakounine-Marx*, 1970, 14 × 21, 36 pages ; Mandjoukov : *Macédoine de vol d'oiseau*, 1970, 14 × 21, 38 pages ; M. Bakounine : *Un programme*, 1971, 14 × 21, 94 pages ; G. Balkanski : *La Commune de Paris*, 1971, 14 × 21, 60 pages ; G. Balkanski : *Le Fascisme et son œuvre*, 1974, 21 × 30, 18 pages ; M. Bakounine : *De la révolution*, 1974, 21 × 30, 20 pages ; Collectif : *Le Parti « critique »*, 1974, 15 × 21, 68 pages ; G. Balkanski : *Agriculture collective*, 1974, 15 × 21, 50 pages ; *Recueil d'articles choisis de « Notre route »*, 1978,

15 × 21, 122 pages ; G. Balkanski : *Histoire du mouvement libertaire bulgare*, 1982, 15 × 21, 108 pages ; P. Mandjoukov : *Mémoires* (5 vol.), 1982, 21 × 30, 952 pages ; G. Balkanski : *Problème national et fédéralisme libertaire*, 1983, 15 × 21, 34 pages.

Au total, 38 livres et brochures représentant 4 111 pages. Ecrits totaux : 6 396 pages.

VII. De plus, l'U.A.B. en exil a participé, par ses délégués, à la fondation de l'Internationale anarchiste en 1968 et à tous ses congrès, au secrétariat de l'Association internationale des travailleurs et à tous les congrès de cette internationale ouvrière. Elle répondait à tous les appels d'aide financière du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste en Italie, Espagne et Portugal. Avec la cotisation aux deux internationales, la somme totale dépasse largement dix mille francs français.

VIII. Elle possède des machines et outils de travail en très bon état d'une valeur marchande actuelle de douze mille francs français.

IX. Elle ne connaît aucun déficit et ses disponibilités en caisse, fin 1983, s'élevaient à :

- la revue *Notre route* : 11 183 F.
- Fonds d'édition « Notre route » : 9 648 F.
- Commission d'aide aux antifascistes : 6 651 F.
- Fonds d'entraide des membres de l'U.A.B. : 2 428 F.
Soit un total de 29 910 F.

X. Enfin, l'U.A.B. dispose de deux immeubles qui seront légués, l'un d'une valeur de 150 000 F et l'autre de 300 000 F à la Fédération anarchiste française et à la Fédération anarchiste de Bulgarie (après la libération de notre pays).

Et l'Union anarchiste bulgare en exil, membre collectif de la Fédération anarchiste en Bulgarie, continue toujours ses activités.

Ceux qui aiment confondre l'anarchisme avec le désordre et la désorganisation ont un bon exemple à retenir.

Extrait de « Notre route »

LES BIENFAITS DE LA COLONISATION

QUELLE époque merveilleuse ; les casques coloniaux, les uniformes fleurissent sur les boulevards ; Hernu, le sinistre de la Guerre déclare, sans rire et sans honte, que l'armée française défend Strasbourg en s'installant au Liban et au Tchad ; sur les grands écrans s'étalent les récits d'aventures coloniales avec comme image publicitaire choc : l'acteur Dardieu embrochant un Touareg ; le petit écran, pour ne pas être en reste, compte les aventures de Ferdinand de Lesseps, « l'homme de Suez » qui donna le premier coup de pioche du canal, auquel des milliers d'indigènes donnèrent leur sang et leur vie ; et il ne faut pas compter sur les affiches électorales des européennes pour exalter l'internationalisme. L'heure est au cocorico !

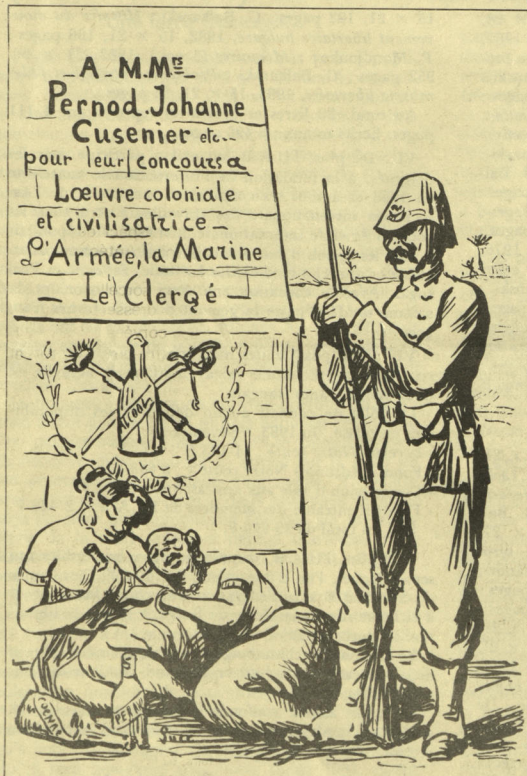
Ainsi, il paraît opportun de rappeler les positions intransigeantes des anarchistes sur la colonisation. Aussi, nous publions cette semaine des extraits d'une brochure de Jean Grave intitulée *La Colonisation*, publiée aux environs de 1912, et un court article tiré de *Patriotisme et colonialisme*, un des volumes de *La Bibliothèque documentaire* datant de 1903.

Dans cette série, Jean Grave collectionnait des textes de divers écrivains allant dans le même sens, sous des formes différentes et portant sur un sujet donné, par exemple : *Patriotisme et Colonialisme*, *Guerre et Militarisme*. Dans le même volume, on retrouvait des écrits de Bernardin de Saint-Pierre, de Baudelaire, de Victor Hugo, d'Elie Reclus, de Fénelon.

LE CANAL DE SUEZ

C E sont les fellahs qui, à grand renfort de réquisitions, ont creusé la plus grande partie du canal de Suez, et la plus malsaine. Des foules d'hommes, de femmes, d'enfants arrachés à leur village fouillaient le sol, souvent avec leurs mains, et emportaient les déblais dans de mauvaises hottes de paille. Travaillant sous le bâton, le plus souvent sans abri et sans nourriture suffisante, cette multitude a payé à la mort un large tribut ; un tiers des travailleurs, 30 000 hommes sur 100 000 ont succombé, sans que notre presse européenne ait jugé à propos de faire entendre la moindre protestation, et, depuis, l'imposante grosseur des dividendes perçus a justifié ces horreurs. Une fois de plus, et comme il arrive trop souvent dans nos sociétés dites civilisées, surtout quand il s'agit d'exploiter des races dites inférieures, on a, sans scrupule, transmué en bel or trébuchant les souffrances et la vie de populations entières.

Ch. Letourneau



LA colonisation prend trop d'expansion à notre époque pour que les anarchistes ne disent pas leur mot sur cette question. A l'heure où les nations dites civilisées se disputent des zones d'influence en Afrique : en Tripolitaine, au Congo, au Maroc, se partageant les peuples comme un bétail, tout cela cachant les plus louches combinaisons financières ; les pasteurs de peuples, n'étant plus que les chargés d'affaires des requins de la finance, des tripoteurs d'affaires véreuses, nous devons nous élever contre ce produit hybride du patriotisme et du mercantilisme combinés, — brigandage et vol à main armée, à l'usage des dirigeants.

Un particulier pénètre chez son voisin : il brise tout ce qui lui tombe sous la main, fait la rafle de ce qu'il trouve à sa convenance, c'est un criminel ; la « Société » le condamne. Mais qu'un gouvernement se trouve acculé à une situation intérieure où le besoin d'un dérivatif extérieur se fasse sentir ; qu'il soit encombré chez lui de bras innocents, dont il ne sait comment se débarrasser, de produits qu'il ne sait comment écouler, que ce gouvernement aille porter la guerre chez des populations lointaines, qu'il soit trop faible pour pouvoir lui résister, qu'il s'empare de leur pays, les soumette à tout un système d'exploitation, leur impose ses produits, les massacre

sent d'une poignée de riz, on pourra encore édifier des fortunes ; tant pis si les ouvriers anglais paient la différence.

Pour leur faire prendre patience, on leur promettra l'empire du monde, et on les lancera contre les Boërs ou les Allemands.

En France, c'est autre chose, on n'est pas colonisateur. Oh ! rassurez-vous, cela ne veut pas dire que l'on soit moins brigand, que les populations conquises soient moins exploitées, non ; seulement, on est moins « pratique ». Au lieu d'étudier les populations que l'on conquiert, on les livre aux fantaisies du sabre, on les soumet au régime de la « Mère Patrie » ; si les populations ne peuvent s'y plier, tant pis pour elles, elles disparaîtront petit à petit, sous l'action débilite d'une administration à laquelle elles n'étaient pas habituées. Qu'importe ? Si elles se révoltent, on leur fera la chasse, on les traquera comme des fauves, le pillage sera alors non seulement toléré, mais commandé ; cela s'appellera une « razzia ».

La bête féroce que l'on élève et entretient sous le nom de soldat est lâchée sur des populations innocentes qui se voient livrées à tous les excès que pourront imaginer ces brutes déchainées : on viole les femmes, on égorge les enfants, des villages sont livrés aux flammes, des populations entières sont chassées dans la plaine où elles périront fatalement

courber sous le travail, auxquelles elle pourra imposer ses produits, qu'elle pourra décimer sans avoir à en rendre compte à personne. En vue de ces avantages, la bourgeoisie n'a donc pas à hésiter, et la bourgeoisie française l'a tellement bien compris qu'elle s'est lancée à toute vapeur dans les entreprises coloniales.

Mais ce qui nous étonne, ce qui nous écœure, c'est qu'il y ait encore des travailleurs qui approuvent ces infamies, ne ressentent aucun remord de prêter la main à ces canailleries, et n'aient pas compris cette injustice flagrante de massacrer des populations chez elles, pour les plier à un genre de vie qui n'est pas le leur. Oh ! nous connaissons les réponses toutes faites qu'il est d'usage de débiter lorsqu'on s'indigne des faits trop criants : « Ils se sont révoltés, ils ont tué des nôtres, nous ne pouvons pas supporter cela... Ce sont des sauvages, il faut les civiliser... Nous avons besoin des terres qu'ils ne savent pas cultiver... Les besoins du commerce l'exigent... Oui, peut-être, on a eu tort d'aller chez eux, mais les colonies nous ont trop coûté d'hommes et d'argent pour les abandonner, etc., etc. »

« Ils se sont révoltés, ils ont tué des nôtres. » Eh bien ! après ? Qu'allait-on chercher chez eux ? Que ne les laissait-on tranquilles ? Est-ce qu'ils sont venus nous demander quelque chose ?

« LA COLONISATION »

si elles tentent de se soustraire à l'exploitation qu'il fait peser sur elles, oh ! alors, ceci est moral ! Du moment que l'on opère en grand, cela mérite l'approbation des honnêtes gens ; cela ne s'appelle plus vol ni assassinat ; il y a un mot honnête pour couvrir les malhonnêtes choses que la société commet ; on appelle cela « civiliser » les populations arriérées !

Et que l'on ne crie pas à l'exagération ! Un peuple n'est réputé colonisateur que quand il a su tirer, d'une contrée, le maximum des produits qu'elle peut rendre. Ainsi, l'Angleterre est un pays colonisateur, parce qu'elle sait faire « rendre » à ses colonies le bien-être pour ceux qu'elle y envoie, qu'elle sait faire rentrer dans ses coffres les impôts dont elle les frappe.

Dans les Indes, par exemple, ceux qu'elle y envoie font des fortunes colossales ; le pays, il est vrai, est bien ravagé de temps à autre par des famines épouvantables, qui déciment des centaines de milliers d'hommes ; qu'importent les détails, si John Bull peut y écouler ses produits manufacturés, en tirer, pour son bien-être, ce que le sol de la Grande-Bretagne ne peut lui fournir. Ce sont les bienfaits de la civilisation !

Aujourd'hui, il est vrai, il faut déchanter. L'Inde fait concurrence aux produits de la « Mère Patrie ». Qu'à cela ne tienne, les capitalistes y transporteront leurs capitaux et leurs usines et, comme les Hindous se nourris-

sent de misère. Ce n'est rien que cela, laissez passer, c'est une nation policée, qui porte la civilisation chez des sauvages !

Certes, à bien examiner ce qui se passe tous les jours autour de nous, tout cela n'a rien d'illogique ni d'anormal ; c'est bien le fait de l'organisation actuelle ; rien d'étonnant à ce que ces « hauts faits » d'armes obtiennent l'assentiment et les applaudissements du monde bourgeois. La bourgeoisie est intéressée à ces coups de brigandage, ils lui servent de prétexte à entretenir des armées permanentes, cela occupe les prétoriens qui vont, dans ces terres, se faire la main pour un « travail » plus sérieux ; ces armées elles-mêmes servent de débouché à toute une série d'idiots et de non valeurs dont elles seraient fort embarrassées et qui, au moyen de quelques mètres de galons, deviennent ses plus enragés souteneurs. Ces conquêtes lui facilitent toute une série de tripotages financiers, au moyen desquels elle écume l'épargne des gogos à la recherche des entreprises véreuses, elle accapare les terrains volés aux vaincus ; ces guerres occasionnent des milliers de travailleurs dont le trop-plein la gêne chez elle. Les pays conquis ayant « besoin » d'une administration, nouveau débouché à toute une armée de budgétivores et d'ambitieux qu'elle attache ainsi à son char, tandis qu'inemployés, ils pourraient la gêner sur sa route.

Plus encore, ce sont des populations à exploiter, qu'elle pourra

On a voulu leur imposer des lois qu'ils ne veulent pas accepter, ils se révoltent, ils font bien, tant pis pour ceux qui périssent dans la lutte, ils n'avaient qu'à ne pas prêter la main à ces infamies.

« Ce sont des sauvages, il faut les civiliser. » Que l'on prenne l'histoire des conquêtes et que l'on nous dise après quels sont les plus sauvages, de ceux que l'on qualifie de la sorte ou des « civilisés » ? Quels sont ceux qui auraient le plus besoin d'être « civilisés », des conquérants ou des populations inoffensives qui, la plupart du temps, ont accueilli les envahisseurs à bras ouverts et, pour prix de leurs avances, ont été torturées, décimées ? Prenez l'histoire des conquêtes de l'Amérique par l'Espagne, des Indes par l'Angleterre, de l'Afrique, de la Cochinchine et du Tonkin par la France, et, à l'heure actuelle, la Tripolitaine par l'Italie, et venez, après, nous vanter la civilisation ! Bien entendu, dans ces histoires, vous n'y trouverez que les « grands faits » qui, par leur importance, ont laissé une trace dans l'histoire ; mais s'il fallait vous faire le tableau de tous les « petits faits » dont ils se composent, et qui passent inaperçus, s'il fallait mettre à jour toutes les turpitudes qui disparaissent dans la masse imposante des faits principaux, que serait-ce alors ? On reculerait écœuré devant ces monstruosité.

Jean Grave

NOUVELLE EMISSION SUR RADIO-LIBERTAIRE

L'existence d'un courant individualiste dans le mouvement libertaire a toujours été l'objet d'un certain nombre d'équivoques et de partis-pris. Eclectique et multiple dans ses manifestations, il reste en grande partie méconnu par ceux-là mêmes qui s'en réclament ou qui le combattent.

Qu'est-ce que l'individualisme a réellement représenté dans l'anarchisme ? Quelle place lui revient dans ce mouvement social ? Y a-t-il un ou plusieurs individualismes ? Peut-on encore, de nos jours, se dire anarcho-individualiste ?

A ces questions, et à d'autres encore, on tâchera de répondre au cours d'une série d'émissions, sur Radio-Libertaire, émissions consacrées à l'individualisme qui auront lieu les mardis de 16 h 30 à 17 h 30, à partir du 29 mai.

Luciano et Gaetano

CHANSONS

DANIEL VACHÉE

AUTEUR, compositeur, interprète, la trentaine et non-voquant, tel se présente Daniel Vachée. S'accompagnant à la guitare et soutenu par la direction musicale de Roland Romanelli, il nous invite à goûter une chanson réaliste où s'entremêlent tour à tour : amour, révolte et mélancolie.

Les thèmes de ces chansons sont les reflets de la société, il chante le gosse victime du béton des H.L.M. Il se sent frangin du loubard des grands ensembles qui, avec le gosse paumé, sont les plus friables victimes de notre société de consommation avancée. Il préfère s'insurger que mourir la bouche pleine dans le confort dérisoire du métro-boulot-dodo. Chez lui, aucun hymne à espérer, du genre : Travail, Famille, Pa-

trie. C'est pas son répertoire ! Des chansons qui viennent du cœur, qui vous prennent aux tripes et qui ne peuvent vous laisser indifférents.

Toute cette atmosphère, sur fond de tendresse et de lucidité, vous la retrouverez dans son disque (1) qu'il a autoproduit. Un disque fait avec patience et amour, cela suffit pour qu'on puisse l'acheter sans hésitation, tant la qualité y est de mise. Daniel Vachée (2), un chanteur en dehors des sentiers battus, qui est à découvrir.

Bruno
Gr. Région toulonnaise

(1) Disque disponible à la librairie du Monde libertaire, 55 F.
(2) Contact : 28, avenue Georges V, Paris 8^e.

NOTE DE LECTURE

« LA RUE » N°34

REVUE ÉDITÉE PAR LE GROUPE LOUISE-MICHEL

MAI 1968, avril 1984 !
Quinze ans déjà !
Quinze ans d'une même volonté d'analyser et de comprendre l'intolérable du présent pour lui faire éclater la tête au soleil de la révolution sociale. Quinze ans d'une même rage de détruire le Vieux Monde pour en reconstruire un nouveau aux couleurs de l'espoir et de l'anarchisme. Quinze ans de luttes permanentes ! De persévérance ! De rigueur ! Et toujours le même regard clair, féroce et joyeux... pétillant. Le même enthousiasme ! La même jeunesse !

Et oui, depuis quinze ans, *La Rue*, la revue du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, poursuit son bonhomme de chemin dans les espaces infinis de l'analyse, de la réflexion, de l'éveil des consciences et de l'armement des esprits ! Et elle n'a pas pris une ride !

Pour s'en convaincre, il suffit de lire ce n°34, d'avril 84 (1). Dans « Camarades, on attend le changement », Roland Bosdeveix met les tripes du réformisme socialo-communiste à l'air. A grands coups de scapel, il met à nu le pourquoi de l'impuissance du réformisme à rompre avec le système capitaliste. Dans « La Protection sociale », André Devriendt nous conte l'histoire et l'importance d'une protection sociale arra-

chée au patronat par les luttes des travailleurs. Dans « Société de consommation ou société d'exploitation », Sébastien Basson nous explique en quoi le capitalisme, même quand il donne l'impression de faire pénétrer une partie de la population dans les coulisses de la consommation n'en est pas moins prisonnier de sa logique qui est d'exploiter toujours davantage la majorité qu'il asservit. Dans « Amour... Anarchie », Jean-Marc Raynaud réfléchit à haute voix sur l'amour. Un cœur gros comme ça ! La plume trempée dans l'espoir féroce de changer les choses et la vie ! Des questions en rafales ! La vie qui se cherche en chemin ! La révolution au présent et au quotidien ! Un J.-M. R. qui a troqué son « battle-dress » de grand méchant loup pour les habits de lumière du prince charmant ! On en croquerait !

Dans « A propos d'un congrès national de la C.N.T. en Espagne », notre jeune vieux camarade Maurice Joyeux nous fait revivre le dernier congrès de la C.N.T. rénovée et nous explique, avec une sagesse qui est le fruit d'une vie entière au service de la révolution et de l'anarchisme, que les anarchistes n'ont pas à prendre partie pour telle ou telle fraction de l'organisation anarcho-sindicaliste espa-

UNE HIRONDELLE NE FAIT PAS LE PRINTEMPS

Il y a cinq ans, le 29 mars 1979, les autorités chinoises arrêtèrent Wei Jingsheng, animateur de la revue non officielle *Enquêtes* et auteur du « dazibao » *La cinquième modernisation, la démocratie*. Six mois plus tard, il était condamné à 15 ans de prison pour avoir entre autres agité le « drapeau des prétendues libertés de parole, de démocratie et droits de l'homme, pour inciter à renverser la dictature du prolétariat et le régime socialiste ». Tout un programme !

Depuis 1979, Wei est au secret, isolé dans une cellule de « condamné à mort », à la prison n°1 de Pékin. Pour lever le voile du silence, l'Association internationale de défense des artistes (A.I.D.A.) organise un spectacle, le lundi 4 juin, à 20 h 30 au Théâtre de l'Épée de bois, à la Cartoucherie de Vincennes (1).

Ce spectacle exceptionnel en faveur de Wei Jingsheng tentera de faire connaître sa lutte à travers la reconstitution et l'interprétation de son procès.

J.-M. Mercader

(1) Théâtre de l'Épée de bois, Cartoucherie de Vincennes, métro : Chateaufort-Vincennes, autobus 112 : arrêt Cartoucherie, billets de soutien : 30 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 24 mai :
 - « Attention fragile » (10 h) : Frères des hommes.
 - « Si vis pacem » (18 h) : les objecteurs en Europe.
 - « Chroniques syndicales » (19 h)
 - « L'Invité quotidien » (20 h) : Qu'est-ce que la matière ?
- Vendredi 25 mai :
 - « La bourse et la vie » (10 h) : le bricolage au féminin.
 - « Anar-chroniques » (13 h) : petites annonces au 262.90.51.
 - « Théâtre » (14 h)
 - « De bouche à orverts » (16 h) : Gérard Gost (A.C.I.).
 - « L'Invité quotidien » (20 h) : le congrès de l'A.I.T. (Association internationale des travailleurs).
 - « Contacts » (22 h) : l'alcool : un coup de téléphone ça va... trois, bonjour les dégats !
- Samedi 26 mai :
 - « Mon quartier, mon village » (9 h)
 - « Chroniques syndicales » (12 h) : l'actualité sociale de la semaine.
 - « U'kamau » (16 h) : l'actualité des luttes indiennes.
 - « Prisons » (20 h) : lettres, débats, invité(s) sur les prisons.
- Dimanche 27 mai :
 - « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : émission anticléricale animée par la Libre Pensée.
 - « Corsica domane » (14 h) : infos sur la Corse.
- Lundi 28 mai :
 - « De la lyre... aux délires » (10 h) : poésie sans dieux, sans maîtres.
 - « La clé de 13 » (15 h) : émission de bricolage libertaire, en direct du garage auto(géré) du même nom.
 - « Le père Mêle » (17 h) : chronique de S. Livrozet.
 - « Près du radiateur » (18 h) : les jeunes lycéens libertaires.
- Mardi 29 mai :
 - « La mémoire sociale » (10 h) : nous la retrouvons petit à petit sur Radio-Libertaire.
 - « L'Individualisme » (16 h) : voir article dans la même page.
 - « Makhno » (20 h) : première émission d'une série à propos de... Makhno.
 - « Contre-Champ » (22 h) : le magazine de l'actualité ciné.
- Mercredi 30 mai :
 - « Le bal des affreux » (10 h) : on croit tout savoir sur la chanson française et...
 - « By Jove » (12 h) : tout sur la B.D.
 - « A bâtons rompus » (15 h) : avec Radio-Esperanto et Radio-Liberta.
 - « Tam-Tam » (18 h) : l'actualité antimilitariste.
 - « Allo maman bobo » (19 h) : la suggestopédie ?

« LA CROISADE DES ENFANTS » DE BERNARD THOMAS

EN 1212, un berger du Dunois, nommé Etienne, prêche la croisade des enfants. A partir de cet événement historique établi, B. Thomas écrivit un roman (1) dont le thème central est la quête d'absolu. Absolu qui revêt ici l'aspect de la Nouvelle Jérusalem qui s'établira sur terre, une fois l'Antéchrist vaincu, dicit *L'Apocalypse* selon saint Jean.

C'est aussi l'occasion de décrire les pratiques de sorcellerie — mélange de christianisme et de paganisme —, de dresser un portrait énergique de la société moyenâgeuse avec ses corvées et ses redevances des plus pauvres aux plus riches, ses misères morales et physiques, ses croyances. C'est l'époque où l'Eglise, malgré une présence grandissante, n'est pas encore parvenue — en jouant sur le sentiment de culpabilité et la crainte de l'Enfer — à contrôler dans les moindres détails la vie quotidienne des gens (2).

C'est parce que les adultes ont failli à leur mission, n'ont pas réussi à instaurer la Justice et la Liberté que des enfants partiront en croisade, voulant reconquérir Jérusalem. Le récit reste fidèle à la croyance d'alors selon laquelle le miel coulait à flots en Terre Sainte. Au-delà du mysticisme, c'est encore un appel à la révolte. Le contraire aurait d'ailleurs été étonnant chez Thomas. Dans une interview au *Monde*, il confiait qu'il n'était ni un sceptique ni un professionnel du désespoir. « L'écrivain est un explorateur. Il se doit d'être insatiable... Moi je raconte en homme libre des histoires de planètes. »

Cette histoire ressemblerait à un conte tragique si elle n'avait pour elle ce caractère constant du progrès humain : la révolte contre l'injustice.

Martine
Liaison Bas-Rhin

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F. Abonnement pour quatre numéros : 120 F, chèque à l'ordre de François Garcia, à adresser à *La Rue*, 24, rue Paul-Albert, Paris 18^e.

(1) Ed. Fayard, en vente à la librairie du Monde libertaire, 59 F.
(2) *Le Pêché et la peur*, Jean Delumeau, Fayard, 1983.

D'ACCORD AVEC LES 35 HEURES... AVEC AUGMENTATION DES SALAIRES

EN 1936, la semaine de 40 heures ne figurait pas au programme électoral du Front Populaire. Elle a été arrachée, avec les congés payés et des augmentations de salaires considérables, par des millions de travailleurs en grève, occupant les usines.

La semaine de 35 heures s'imposera-t-elle en 1984 comme une « solution nécessaire » pour enrayer la montée du chômage ? La question se pose avec de plus en plus d'acuité devant la miraculeuse multiplication des « sureffectifs » et les conséquences des restructurations. Les trois principales confédérations se prononcent pour la réduction du temps de travail. La C.F.D.T., qui reconnaît la réalité des « sureffectifs », accepte — et préconise même — une compensation de salaire à 70%. La C.G.T. et F.O. rejettent catégoriquement toute perte de rémunération.

La position de la C.F.D.T. n'est pas nouvelle puisqu'en 1979 — sous Giscard — et alors que toutes les organisations syndicales se bornaient à réclamer des réductions d'horaires progressives, un « document de réflexion » de la centrale d'Edmond Maire déclarait à ce propos : « Force est de revenir à des données plus réalistes... la France doit importer, donc exporter. Dès lors, elle doit être compétitive ».

Cette analyse conduit la C.F.D.T., au nom des « nouvelles solidarités », à prôner le « partage du travail », c'est-à-dire le « partage des sacrifices ». Dans la Loire, département fortement touché par le chômage, l'Union régionale des métaux C.F.D.T. vient de lancer une campagne dans les usines, « sans bluff et sans se raconter d'histoires », affirme-t-elle. Vingt-cinq mille questionnaires sont distribués aux salariés pour leur demander s'ils sont prêts à accepter une « diminution du temps de travail non compensée intégralement ou compensée de façon dégressive ». En avant donc, pour le « partage » des sacrifices... entre travailleurs, mais aussi — soyons justes ! — entre travailleurs et patrons, entre O.S. et P.D.G. à dix briques par mois, entre smicards et milliardaires !

Une longue marche !

Remise en cause dès 1937, enterrée sous Vichy, la semaine de 40 heures ne constituait plus, au lendemain de la guerre, qu'un seuil légal avec les majorations de 25% à partir de la 41^e heure et de 50% après la 48^e. De Gaulle et Thorez invitaient énergiquement les travailleurs à retrousser les manches. Pendant la vingtaine d'années qui suivit, les horaires pratiqués dans les usines dépassèrent souvent les 48 heures. Il fallut les grandes grèves de 1968 pour obtenir à la fois des augmentations de salaires plus importantes que les brouilles péniblement arrachées jusqu'alors et une amorce de la réduction du temps de travail.

Les années 70, marquées par des luttes parfois très dures, virent la mise en place progressive, souvent par le biais d'accords d'entreprises, des formules d'indexation des salaires (aujourd'hui déclarées illégales !) et d'une programmation des réductions d'horaires. Ainsi la semaine moyenne de travail était encore de 44,5 heures en 1972, de 44 heures en 1974. C'est seulement en 1980 qu'on descendit à 41 heures. Douze ans d'un laborieux cheminement !

En 1981, le gouvernement de gauche ramena la durée légale du travail à 39 heures avec compensation salariale. C'était bien la moindre des choses ! Mais il a été précisé qu'il n'y aurait pas d'autres réductions par la voie législative. Faut pas exagérer !

Diversions

Les patrons ont toujours freiné des quatre fers pour s'opposer à des réductions de temps de travail qu'ils n'auraient pu compenser très vite par des augmentations de productivité. Comme moyen de diversion ils ont imaginé des formules d'assouplissement, par exemple, où cela était techniquement possible, des horaires « flexibles ». Dans ce cas, en dehors d'une plage de présence obligatoire, l'ouvrier ou l'employé arrive et part quand il veut (c'est presque de l'autogestion...). Le tout est d'accomplir son horaire men-

suel. Ces systèmes, généralement bien accueillis, ont parfois — et paradoxalement — abouti à un renforcement du contrôle patronal de l'assiduité et à la diminution des demandes de permissions ! Autre solution également très répandue pour dégager du « temps libre » : la journée continue avec une brève interruption pour la bouffe. Bref, il s'agit toujours de faire oublier l'essentiel.

L'argument suprême des patrons contre la réduction du temps de travail c'est évidemment celui de la compétitivité pour faire face à la concurrence internationale. Un journaliste qui exprime généralement très bien les préoccupations des cercles patronaux, Jean-Pierre Dumont, écrivait dans le *Bilan économique du Monde* de 1982 : « La compétition internationale s'est largement ouverte et les entreprises françaises doivent aussi affronter des sociétés coréennes, indiennes, où la semaine de travail atteint les 48 heures, et parfois 50 à 52 heures, voire davantage à Hong Kong ».

Et Jean-Pierre Dumont rejoint Edmond Maire quand il ajoute : « Mais la réduction des horaires en France comme ailleurs en Europe, demeure possible si des accords prévoient à la fois une modération des salaires, des améliorations de la productivité et une utilisation plus longue des machines ».

Ainsi le suprême degré du « réalisme » et de la « modernité », pour ces messieurs, c'est la « compétition » avec ces pays où la main d'œuvre, souvent féminine et parfois enfantine, subit une exploitation effroyable. Et c'est au nom de cette « compétition » qu'on nous invite au partage du travail et des sacrifices !

Le temps libre c'est bien, mais...

La position de la C.F.D.T. en la matière est inacceptable et elle n'est pas acceptée par la grande majorité des travailleurs, les dirigeants de cette centrale ne devraient avoir à ce propos aucune illusion.

Personne n'est contre les 35 heures, bien entendu, mais à condition de ne pas y perdre de l'argent, surtout dans

les industries et les régions où les salaires sont les plus bas. Et beaucoup pensent que le « temps libre » supplémentaire c'est bien joli à condition d'avoir les moyens de le remplir (il y a sur cette question de quoi alimenter un vaste débat...).

Il faut lutter pour les 35 heures non pas pour partager les sacrifices, mais pour améliorer les conditions de la vie quotidienne, desserrer quelque peu les contraintes que l'organisation du travail en système capitaliste fait peser sur les individus. Mais ce n'est pas pour autant qu'il s'agit de mettre en veilleuse l'action pour les salaires alors que la suppression des indexations et l'augmentation des impôts et des cotisations sociales ont curieusement amputé le pouvoir d'achat.

Un éternel recommencement

Ceci étant posé, il faut bien se souvenir qu'il n'y a pas de miracle en économie. Les augmentations de salaires et la réduction du temps de travail ne peuvent que signifier baisse du taux de profit pour les entrepreneurs.

Si le rapport des forces est suffisant pour les imposer, à un moment donné, la réponse du système sera obligatoirement la recherche d'une productivité accrue, de nouveaux investissements pour remplacer les hommes par des machines, des robots, des ordinateurs, donc, au bout du compte une nouvelle dégradation de la situation. C'est dire que même les 35 heures ne résolvent rien de façon durable.

Il n'y a pas, il n'y aura jamais de solution rationnelle et définitive pour quel problème que ce soit — et surtout pas celui de l'emploi — tant que le travail demeure soumis au capital, voué éternellement à la recherche de la rentabilisation maximale. Il n'en reste pas moins que la lutte pour les 35 heures sans diminution de salaire et l'augmentation non hiérarchisée des salaires pourrait être, pour nous, le moyen d'améliorer notre sort, dans l'immédiat, tout en nous donnant l'occasion de secouer rudement le système.

Sébastien Basson

L'ALLEMAGNE A L'HEURE DES 35 HEURES

LE mois de mai s'est ouvert en République fédérale d'Allemagne sur un conflit social latent depuis plusieurs semaines. Ces remous nous donnent l'occasion de faire une brève description de la situation sociale et politique de ce pays.

Le conflit social

Trois mois après le démarrage des négociations sur les conventions collectives, le syndicat de la métallurgie a décidé de recourir à la grève pour faire aboutir ses revendications sur la semaine de 35 heures. Le 4 mai, 80,5% des salariés de la métallurgie de la région Nord-Wurtemberg/Nord-Bade se sont prononcés en faveur de la grève. Les résultats en Hesse sont venus confirmer cette décision. La grève générale menace donc dans les deux régions.

L.I.G. Metall reste intransigeante : « Tant que le patronat ne cède pas sur le principe de la réduction de la semaine de 40 heures, il n'y a pas de raison de reprendre les négociations ». Mais le patronat refuse de faire la moindre concession. Il es-

time être en position de force et joue constamment sur un élément dissuasif auprès de la population : la grève menace la reprise économique.

Une nouvelle rencontre au sommet, sur proposition des patrons de l'imprimerie a eu lieu le 17 mai à Francfort avec les représentants de l'I.G. Druck.

Pour l'instant, aucune indication ne permet de dire si l'I.G. Metall envisage l'extension des grèves au reste du pays. Plusieurs syndicats, dont le bâtiment et la chimie, n'ont pas inclus la semaine de 35 heures dans leurs revendications. Mais le puissant syndicat de la métallurgie, fort de ses 2,5 millions de membres, a obtenu l'appui du D.G.B. et du S.P.D., transformant ainsi le conflit social en test politique.

Le gouvernement Kohl mis à l'épreuve

Le parti démocrate-chrétien a tenu son congrès le 10 mai 1984 à Stuttgart et ne s'est pas gêné pour soutenir le patronat. Norbert Blum, ministre du Travail, a déclaré : « Une grève serait comme une douche froide

pour la relance ». Kohl lui-même a réaffirmé qu'il tenait la revendication sur la semaine de 35 heures avec maintien du salaire pour une absurdité.

Finalement, lui aussi s'est senti fort devant le congrès. Après une année de gouvernement les ombres au tableau sont momentanément écartées (euromissiles) ; le chômage quoique point faible de la politique économique (1) est relégué au second plan devant la croissance de 3% qui redonnent le sourire aux milieux d'affaires. Somme toute, on ne se porte pas trop mal dans ces milieux-là, les mesures d'austérité étant destinées à une autre catégorie de la population.

Il y a eu le durcissement de la réglementation du droit de manifestation, de la loi sur le statut des objecteurs de conscience, le renforcement des pouvoirs du ministère de l'Intérieur, la tentative de modifier les conditions de remboursement de l'avortement, la réduction des allocations (bourses d'études, allocations de maternité, aides aux handicapés). Et enfin, pour colorer le tout, un mini-scandale ébranle les milieux politiques.

Le projet d'amnistie

Ce projet émane des trois partis au pouvoir : C.D.U., C.S.U., F.D.P., et prévoit la cessation des poursuites contre ceux qui, avant la nouvelle loi sur le financement des partis adoptée en janvier dernier, avaient fraudé le fisc en déclarant sous forme de dons l'argent versé aux partis politiques par le biais d'organisations religieuses ou charitables. Ce projet n'aura été qu'une fausse note durant le congrès de la C.D.U., très vite effacée par le calme ostentatoire du chan-

celier, défenseur des grandes valeurs de la démocratie chrétienne : travail, famille, solidarité, responsabilité individuelle.

Voilà dans quel climat les grèves se sont déclenchées. La radicalisation du conflit est imminente si le patronat ne recule pas ou si aucune négociation acceptable par les syndicats n'intervient dans les prochains jours.

Martine
Liaison Bas-Rhin

(1) Deux millions deux cent cinquante trois mille personnes, soit 9,1% de la population active sont sans emploi.



Face aux menaces de mort, le piquet de grève répond par des chansons.